



Secrétariat parlementaire
Ratssekretariat

14^e procès-verbal du Conseil de ville / 14. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 20 novembre 2014, à 18 heures
Sitzung vom Donnerstag, 20. November 2014, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg
Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Marc, Arnold Niels, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bohnenblust Simon, Bord Pascal, Brassel Urs, Briechle Dennis, Cadetg Leonhard, Dillier Adrian, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Frank Lena, Freuler Fritz, Gonzalez Glenda, Grupp Christoph, Güdel Martin, Gugger Reto, Gurtner-Oesch Sandra, Habegger Markus, Hadorn Werner, Hamdaoui Mohamed, Haueter Joël, Hügli Daniel, Jean-Quartier Caroline, Känzig Urs, Kaufmann Stefan, Löffel Christian, Molina Franziska, Morandi Marcel, Moser Peter, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pauli Mélanie, Pichard Alain, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Scherrer Martin, Schneider Sandra, Schor Alfred, Steinmann Alfred, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tennenbaum Ruth, Thomke Friedrich, Treu Hervé, Vuille André, Wendling Cécile, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Bösch Andreas, Güntensperger Nathan, Simon Fatima, Tanner Anna, Trachsel Alessandro

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Fehr Fehr, maire de Bienne

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Suter Daniel, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte **Page / Seite**

187. Déclaration du Groupe socialiste	532
188. Déclaration du Groupe UDC/Les Confédérés	532
189. Approbation de l'ordre du jour	533
190. Communications du Bureau du Conseil de ville	534
191. Approbations des procès-verbaux (20 mars, 24 avril et 15 mai 2014 / n ^{os} 4, 5, 6).....	534
192. Élection d'une scrutatrice / d'un scrutateur.....	534
193. 20140248 CTS S.A. / Contrat de prestations avec bail à ferme / Solution transitoire pour 2015	534
194. Interpellation 20140055, Max Wiher, Groupe PVL, "Comment le concordat renforcé contre les hooligans sera-t-il appliqué?"	537
195. Postulat urgent 20140153, Ruth Tennenbaum, Passerelle, "Pollution au radium: information transparente et sans faille ainsi que protection"	538
196. Interpellation interpartis urgente 20140152, Max Wiher, Groupe PVL, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, Stefan Kaufmann, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, Andreas Sutter, Groupe PPB/PDC/PBD, "Contamination au radium"	540
197. Motion 20140086, Dennis Briechle, PVL, "Une horloge à la place Centrale!" .	540
198. Interpellation 20140083, Urs Käzlig, Les Verts, "Mesures d'accompagnement relatives à la branche Est du contournement autoroutier de Bienne. La réalisation est-elle en cours ou stoppée?"	542
199. Motion interpartis 20140085, Martin Rüfenacht, FDP, Reto Gugger, PBD, Andreas Sutter, PPB, "Transférer la responsabilité des tâches du SIP à Police Berne"	544
200. Motivation de l'urgence de la motion 20140323, Adrian Dillier, Groupe UDC/Les Confédérés "Mise sur pied d'une CEP chargée de clarifier les faits liés à l'affaire Reusser, direction ASS"	553
201. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20140334, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU "Rapport Hubacher: consultation plus vaste! Politique partisane du Conseil municipal?"	553
202. Motivation de l'urgence du postulat 20140326, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU "Expert Büschi – quelle suite à donner au Département des affaires sociales ?".....	553
203. Motivation de l'urgence du postulat 20140329, Pablo Donzé, Groupe Les Verts "Publication intégrale du rapport d'enquête"	553
204. Motivation de l'urgence de la motion 20140324, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste "Le Service de l'intégration doit changer de direction !".....	554
205. Motivation de l'urgence du postulat 20140331, Pascal Bord, Groupe UDC/Les Confédérés "Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent contribuer davantage au bien de la communauté"	554
206. Motivation de l'urgence de la motion 20140325, Ruth Tennenbaum, Passerelle "Pour une organisation moderne de l'Autorité sociale"	554
207. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20140332, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste "Conséquence des postes non demandés au Canton"	555

208. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20140333, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste "Mesures en matière de personnel et question de coût"	555
209. Motivation de l'urgence du postulat 20140327, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste "Objectif et limite de temps pour la Délégation du Conseil municipal chargée des affaires sociales"	555
210. Motivation de l'urgence du postulat 20140330, Salome Strobel, Groupe socialiste "Centre d'éducation routière"	555
211. Motivation de l'urgence du postulat 20140328, Cécile Wendling, FDP "Place «dépose-minute» sur le côté sud de la gare"	556
212. Postulat 20140081, (Hanspeter Habegger) Andreas Sutter, Groupe PPB/PDC/PBD, "Charge et émoluments du contrôle des installations de combustion"	556
213. Interpellation 20140080, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, "Quelle est la politique de la Ville au sujet des personnes souhaitant se soigner de dépendances?"	557
214. Interpellation 20140084, Christoph Grupp, Les Verts, "Le centre-ville de Bienne, une zone interdite?"	559
215. Interpellation 20140082, Reto Gugger, PBD, "Combien de personnes profitent des offres subventionnées de la Ville de Bienne?"	560
216. Interpellation urgente 20140190, Salome Strobel, Groupe socialiste, "État du projet d'assainissement durable des finances communales en vue du budget 2015"	563
217. Motion 20140107, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, "L'avenir du financement des investissements"	565
218. Motion 20140193, Andreas Bösch, Les Verts, "Placer l'industrie horlogère devant ses responsabilités"	569
219. Motion d'ordre	570
220. Interpellation 20140105, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, "Mise en œuvre de la CRTU Bienne-Seeland"	570
221. Interpellation 20140106, Natasha Pittet et Mélanie Pauli, PRR, "Aide sociale biennoise, quels montants?"	571
222. Nouvelles interventions	573

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Je vous salue à cette 14^{ème} séance du Conseil de ville. J'ai le grand plaisir de saluer particulièrement les nouveaux membres du Conseil de ville, Monsieur Niels Arnold, en remplacement de Madame Heidi Stöckli Schwarzen et Monsieur Marcel Morandi, qui remplace Monsieur Hans-Peter Habegger et leur souhaite la bienvenue.

Vous trouverez sur vos tables:

- Le MIX, die Migrationszeitung der Kantone AG, BE, BL, BS, GR, SO / Édition novembre 2014

187. Déclaration du Groupe socialiste

Hamdaoui Mohamed, au nom du Groupe socialiste: Depuis quelque temps, à savoir depuis que la presse nationale a pris connaissance de l'essentiel du rapport Hubacher, lequel confirme cruellement les incroyables dysfonctionnements à la tête de la Direction de l'action sociale et de la sécurité, nous ne sommes plus fiers d'être biennois et biennoise. Dans de nombreux autres exécutifs du pays, le responsable d'une telle incurie aurait eu la décence de démissionner, mais il est tout aussi vrai qu'en l'occurrence, son parti n'aurait eu personne d'autre de capable à proposer pour le remplacer. Alors, vous préférez vous incruste, Monsieur Feurer! C'est votre droit, même si ce rapport est accablant et révèle des comportements pour le moins douteux de votre part. Deux fusibles ont sauté, mais, le Groupe socialiste ne peut s'en contenter. Dans ces conditions, le Conseil municipal a décidé de créer une délégation pour vous seconder, mais surtout aussi pour venir au secours de celles et ceux qui ont besoin d'une aide sociale, dont n'en déplaise à certaines personnes, l'écrasante majorité ne sont pas des profiteurs! Pour cette raison, dans le courant de la présente session, le Groupe socialiste déposera plusieurs interventions, qui vont dans un seul et unique sens: faire bouger les choses, réclamer davantage de transparence au sein de votre direction, sécuriser les conditions de travail de vos employé(e)s et définir des mesures concrètes, telles que le transfert du Service de l'intégration dans une autre direction. Dans le secteur privé, au bout de trois mois d'essai, Monsieur Feurer, vous auriez été débarqué, alors que dans une démocratie, seul le peuple peut vous désavouer. Une chose est néanmoins sûre: les biennoises et biennois méritent bien mieux que ce triste feuilleton. Monsieur Feurer, vous avez une dernière chance. A vous de la saisir!

188. Déclaration du Groupe UDC/Les Confédérés

Dillier Adrian, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: *"Etwas ist faul im Staate Dänemark"*, sagte der Nachtwächter Marcellus zu seinem Kameraden Horatio in Shakespeares Theaterstück *"Die Tragödie von Hamlet, dem Prinzen von Dänemark."* 400 Jahre später erlebt Biel ebenfalls eine Tragödie, oder ist es eher eine

Tragikomödie? Hier kommen die BürgerInnen des ganzen Landes zum Schluss:
"Etwas ist faul in der Stadt Biel!"

Die Geschehnisse rund um die Affäre "Reusser" (Abteilungsleiterin Bereich Soziales) haben nicht nur viele Fragen aufgeworfen, sondern auch Führungsschwächen des Stadtpräsidenten und des gesamten Gemeinderats ans Tageslicht gebracht:

1. Statt ein allseits bekanntes Personalproblem mit Frau Reusser sachlich, überlegt und vernünftig anzugehen, hat die Mehrheit des Gemeinderats versucht, diese unliebsame Angelegenheit zum Anlass für einen Angriff auf den noch unbeliebteren SVP-Kollegen zu nehmen. Ein Schuss, der gründlich nach hinten losging, denn der Autor des Untersuchungsberichts (Fürsprecher Andreas Hubacher) kam zur selben Erkenntnis wie der Direktor Soziales und Sicherheit, nämlich dass Frau Reusser das Pult räumen soll.
2. Statt Format zu haben und sich einzugestehen, dass Frau Reusser eine Fehlbesetzung war, versuchten sich die Gemeinderatsmitglieder in vermeintlicher Schadensbegrenzung mittels Opfersymmetrie. Unter fadenscheinigen Behauptungen musste auch der Direktionssekretär seine Arbeit niederlegen.
3. Statt transparent und ehrlich zu kommunizieren, hat der Gemeinderat den totalitaristischen Kommunikationsweg gewählt. Der "Pöbel" soll nur das wissen dürfen, was der allmächtige Herr Stadtpräsident als genehm erachtet.

Als am 20. November 2014 gewisse Informationen an die Öffentlichkeit sickerten, verpasste es der Gemeinderat erneut, offen und ehrlich zu kommunizieren. Stattdessen versuchte er, sich mittels Strafanzeigen zu schützen. Ein Problem hat der Gemeinderat schon jetzt: auch wenn er vor dem Gesetz Recht bekommen sollte, moralisch hat er bereits verloren. Genauso wie auch all jene, welche lauthals den Rücktritt des Direktors Soziales und Sicherheit fordern, bei ihresgleichen aber bei übelsten Ausrastern grosszügig wegschauen - die Grünen wissen bestimmt, wovon ich spreche... Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen fordert den Gemeinderat auf, künftig transparent und ehrlich zu kommunizieren. Offene Kommunikation und Ehrlichkeit sind Eckpfeiler der Führung. Es darf nicht sein, dass unsere Stadt wegen den eklatanten Führungsschwächen der Regierung landesweit immer mehr in Verruf gerät und sich auf emotionale Grabenkämpfe konzentriert, statt sich für das Wohl der Stadt einzusetzen. Es geht nicht an, dass aus rein politischer Abneigung versucht wird, Beat Feurer zum Rücktritt zu nötigen. Etwas ist faul in der Stadt Biel, schicken wir uns an, diesen Gestank zu beseitigen...!

189. Approbation de l'ordre du jour

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Je vous communique, que j'ai décidé que la Motion urgente 20140154, Peter Bohnenblust, FDP, "STOP aux dépenses inutiles et évitables pour la PLACE DU MARCHÉ-NEUF: 3^e essai: VERSION LÉGÈRE!" est reportée jusqu'à l'approbation du crédit d'engagement en vue de l'aménagement de la Place du Marché-Neuf.

L'ordre du jour est approuvé tacitement avec cette modification.

190. Communications du Bureau du Conseil de ville

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Tout le monde a reçu l'invitation au repas de fin d'année du Conseil de ville et est bien évidemment cordialement invité à y participer. Pour d'évidentes raisons d'organisation, vous êtes priés de bien vouloir vous inscrire jusqu'au 4 décembre au plus tard.

191. Approbations des procès-verbaux (20 mars, 24 avril et 15 mai 2014 / n^{os} 4, 5, 6)

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Im Protokoll Nr. 6 vom 15. Mai 2014 ist zum Traktandum 91, dringliche überparteiliche Motion 20140025, Reto Gugger, BDP, André Vuille, BVP, Martin Rüfenacht, FDP, Christian Löffel, EVP, «Mietzinsreduktionen erwirken», eine Korrektur anzubringen. Der Satz auf Seite 211, erster Abschnitt, Zeile 16 muss ergänzt werden und lautet neu: *"Was hat die fünf Mal grössere Stadt Biel, die gemäss Bieler Tagblatt vom 8. April 2014 CHF 28 Mio. an Mietzinsen für Sozialhilfebeziehende ausrichtet, in dieser Sache unternommen?"*

Les procès-verbaux n^{os} 4, 5 et 6 sont approuvés tacitement avec la présente modification.

192. Élection d'une scrutatrice / d'un scrutateur

Sutter Andreas, Fraktion BVP/CVP/BDP: Die Fraktion BVP/CVP/BDP schlägt als Nachfolger von Hanspeter Habegger als Stimmzähler Reto Gugger vor.

Vote

- sur proposition du Groupe PPB/PDC/PBD est élu:

Monsieur Reto Gugger, PBD

193. 20140248 CTS S.A. / Contrat de prestations avec bail à ferme / Solution transitoire pour 2015

Bohnenblust Simon, Fraktion GLP: Mit seinen rund drei Seiten ist dieser Bericht an den Stadtrat sehr knapp gefasst. Auch in der GPK gab das Geschäft zu keinerlei Diskussionen Anlass und es wurde einstimmig genehmigt. Kurz und bündig: Der bestehende Leistungs- und Pachtvertrag zwischen der CTS S.A. und der Einwohnergemeinde Biel läuft Ende 2014 aus. Da die volle Inbetriebnahme der Stades de Bienne erst ab 2016 garantiert ist, stellt sich somit die Frage einer Übergangslösung. Der Vorschlag des Gemeinderats ist, den bestehenden Leistungs-

und Pachtvertrag um ein Jahr, d.h. bis zum 31. Dezember 2015, zu verlängern und erst per 2016 anzupassen. Das ist ein sehr einfaches und konstruktives Vorgehen, welches die GPK befürwortet. Mit dem Abbruch des alten Eisstadions werden gewisse Mehrkosten anfallen, deren Auswirkungen sich erst 2015 zeigen werden. Allerdings wurden dafür bereits Rückstellungen getätigt. Die GPK empfiehlt dem Stadtrat Annahme dieses Geschäfts.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne prüfte den Leistungs- und Pachtvertrag mit der CTS S.A. und kann den Vorschlag, diesen zu verlängern, nachvollziehen. Grundsätzlich ist sie mit dem vorliegenden Geschäft einverstanden. Dass es dem Stadtrat aber erst heute unterbreitet wird, findet sie etwas spät. Zudem kann mit einem einjährigen Leistungsvertrag kaum längerfristig geplant werden. Auch sind die meisten Jahresplanungen für 2015 bereits vollzogen. Die Fraktion Grüne fordert den Gemeinderat deshalb auf, dass der neue Leistungsvertrag, der ab 2016 gelten soll und finanziell von grosser Bedeutung sein wird, dem Stadtrat vor der Veröffentlichung des Voranschlags 2016, also bereits Mitte 2015, vorgelegt wird.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Der GPK-Sprecher erwähnte das Wichtigste bereits. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU kann diesem Geschäft ebenfalls zustimmen. Die vorgeschlagene Lösung ist sinnvoll und zweckmässig. Trotzdem hat unsere Fraktion noch drei Fragen und Bemerkungen:

1. Offenbar sind in den Buchhaltungen der CTS S.A., respektive der Stadt Biel, CHF 550'000 ausgewiesen worden. Sind das Reserven oder sollen diese Mittel einer Spezialfinanzierung entnommen werden?
2. Zwischen April und Juni 2015 entsteht mit dem Abbruch des alten Eisstadions eine Lücke bezüglich Hallenkapazität. Gibt es Lösungen oder eine Überbrückung?
3. Soviel ich weiss, ist der Hirschensaal nicht mehr der CTS S.A. angegliedert. Wurde der neue Vertrag entsprechend angepasst?

Fehr Erich, Stadtpräsident: Besten Dank für die gute Aufnahme dieses Geschäfts. Frau Frank hat recht, es kommt etwas spät. Ursprünglich sah der Gemeinderat vor, dem Stadtrat bereits heute den neuen Leistungs- und Pachtvertrag vorzulegen und in diesem 2015 als Übergangsjahr abzubilden. Verschiedenste Fragen rund um die neuen Stadien konnten aber noch nicht geklärt werden, so dass der neue Leistungs- und Pachtvertrag noch nicht im Detail erarbeitet werden konnte. Nun soll er dem Stadtrat im 3. Quartal 2015 vorgelegt werden, also vor dem Budget 2016. Für 2015 wurde ein sehr einfacher Weg gewählt, nämlich den bestehenden Vertrag um ein Jahr zu verlängern. Dabei stellte sich die Frage, ob das finanziell aufgeht. Mit dem Wechsel von den alten zu den neuen Eissportanlagen kommt es zu grossen Veränderungen und es werden Umzugskosten und weitere Kosten anfallen sowie zu Ertragsausfällen kommen. Der Gemeinderat hat diese Kosten konservativ geschätzt und festgestellt, dass sie über den vertraglich zugesicherten Defizitdeckungsbeitrag von CHF 2,95 Mio. abgedeckt werden können. Diese Summe ist wie folgt zusammengesetzt: CHF 1,75 Mio. kommen aus den Subventionen für die Miete und Pacht der Installationen, CHF 1,2 Mio. aus der Deckung von nicht kostendeckend erbrachten gemeinwirtschaftlichen Leistungen. In den letzten Jahren arbeitete die CTS S.A. sehr gut und musste von diesen CHF 1,2 Mio. nur CHF 550'000 bis CHF 750'000 in Anspruch nehmen. Mit Blick auf die angespannte Budgetsituation erhöhte der Gemeinderat diesen Betrag für 2015 von CHF 2,2 Mio. auf CHF 2,4 Mio..

Dies auch im Hinblick darauf, dass der Fitnessbereich im Kongresshaus nicht mehr so gut laufen könnte, da es in der Innenstadt neue Konkurrenz gibt. Die guten Ergebnisse der CTS S.A. der letzten Jahre sind aber auch auf die guten Resultate im Fitnessbereich zurückzuführen. Der Gemeinderat erachtet es deshalb als seine Pflicht, mit der im Budget vorgesehenen Summe diesem latenten Ausfallrisiko Rechnung zu tragen. Es bleiben die Kosten für den Wechsel der Anlagen. Diese sollten mit den verbleibenden CHF 550'000 aufgefangen werden können. Dieses Geld stammt definitiv nicht aus einer Spezialfinanzierung! Vielmehr machten die CTS S.A. und die Stadt Biel ihre Buchungen in der Vergangenheit nicht im gleichen Jahr. Deshalb hat die CTS S.A. von der Stadt jeweils Geld als Vorschuss erhalten, das sie erst im Folgejahr brauchte. Das war in der Stadtrechnung aber immer entsprechend abgebildet und beruht darauf, dass die Defizitdeckungsbeiträge jeweils im Voraus geschuldet waren und die CTS S.A. im Folgejahr eine Rückerstattung tätigte. Es ist eine glückliche Fügung, dass nun das Jahr abgedeckt werden kann, in dem es aufgrund des Anlagenwechsels zu Mehraufwendungen und Minderertrag kommt. Wie dies zukünftig aussehen wird, ist noch völlig offen. Aus der Abstimmungsbotschaft von 2007 ergibt sich, dass die neuen Sportanlagen zu einer Mehrbelastung von maximal CHF 100'000 netto führen dürfen. Diese bilden den Rahmen für die Verhandlungen mit den betroffenen Nutzenden. Allerdings muss auch berücksichtigt werden, dass sich seit 2007 verschiedene Faktoren verändert haben. Insbesondere spielten damals sowohl der EHC als auch der FC je eine Liga tiefer als heute. Ich hoffe sehr, dass beide Vereine auch nächstes Jahr noch in der Liga spielen werden, die 2007 für die Berechnungen für den Betrieb der neuen Stadien berücksichtigt wurden. Entsprechend anders präsentiert sich die Situation heute. Es war immer klar, dass sich im Fall einer Ertragsverbesserung bei den Vereinen - was bei einer höheren Liga natürlich der Fall ist - die Situation auch für die Stadt verbessern soll. So könnten unter Umständen die Mehrkosten von CHF 100'000 auch noch entfallen. Gemessen am Gesamtbetrag ist das aber eine relativ kleine Summe. Für die Berechnung der Betriebskosten der neuen Stadien braucht es noch mehr Klarheit. Deshalb kann der neue Leistungs- und Pachtvertrag heute noch nicht vorgelegt werden.

Herr Bohnenblust erwähnte, der Stadt würden während drei Monaten Hallen fehlen. Ich bin eigentlich froh, wenn der Stadt diese Hallen fehlen: wenn das alte Eisstadion nach dem letzten Match des EHC - bestenfalls im März 2015 - bereits geschlossen werden kann, ist das der Hinweis, dass die neuen Stadien per Ende Juni 2015 bereit stehen. Gewisse Reibungsverluste sind jedoch unvermeidbar. Der Gemeinderat ist sehr gerne bereit, zu prüfen, ob es irgendeine gute Lösung gibt, um den Verkehrsgarten auch 2015 durchführen zu können. Es gilt allerdings zu berücksichtigen, dass die Bauzeiten knapp bemessen sind. Der Zugang zu den alten Eissportanlagen wird irgendeinmal sehr schwierig, weil auch die Infrastruktur im Bereich Eisfeldstrasse und Länggasse realisiert werden muss. Zudem sind die Rückbauarbeiten im Eisstadion teilweise aufwändig. Deshalb sollten die Abbrucharbeiten nach dem letzten Spiel möglichst rasch beginnen. Wenn nun noch ein Zeitfenster für den Verkehrsgarten vorgesehen werden soll, könnte es unter Umständen sein, dass dieser sofort nach dem letzten Spiel aufgebaut werden müsste, was aber wegen der Zusammenarbeit mit den Schulen und der Polizei eine gewisse Vorlaufzeit braucht.

Betreffend Hirschensaal haben Sie recht, Herr Bohnenblust, dieser wird nicht mehr von der CTS S.A. betrieben. Für die ungedeckten Kosten des Hirschensaals ist im

Leistungs- und Pachtvertrag ein tiefer fünfstelliger Betrag vorgesehen. Es gibt mittlerweile auch noch andere Parameter, die nicht mehr stimmen. Der Gemeinderat verzichtet auf eine Anpassung. So steht auch weiterhin im Vertrag, dass die CTS S.A. den Betrieb der neuen Stadien bereits per Mitte 2015 übernimmt. Auch aus verwaltungsökonomischen Gründen soll der bisherige Leistungs- und Pachtvertrag unverändert verlängert werden. Die kleinen entstehenden Spielräume erlauben es, das Übergangsjahr ohne zusätzliche Belastung der laufenden Rechnung zu bestreiten. Das Wichtigste ist doch, dass der Stadienbau auf Kurs ist. Heute spricht nichts dagegen, dass sie am 25. Juni 2015 an die Stadt übergeben und anschliessend den Vereinen und der Bevölkerung zur Verfügung gestellt werden können. Für den Breitensport ergibt sich beispielsweise mit dem gedeckten Trainingseisfeld eine massive Verbesserung. Es gibt keine Nutzungskonkurrenz mehr zwischen Vereinen, Schulen und Privaten. Auch dem Verkehrsgarten, für den 2015 vielleicht ein schwieriges Jahr sein wird, steht ab 2016 eine massiv attraktivere Anlage zur Verfügung. Das finde ich das Allerwichtigste. Der Gemeinderat freut sich auf diese Anlage, weil sie für die Stadt, ihre Vereine und ihre Bevölkerung einen Mehrwert bringt.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 17 septembre 2014 concernant "CTS S.A. / Contrat de prestations avec bail à ferme / Solution provisoire pour 2015", et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. e du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. L'actuel contrat de prestations avec bail à ferme conclu avec la CTS S.A. est prolongé aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2015.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

194. Interpellation 20140055, Max Wiher, Groupe PVL, "Comment le concordat renforcé contre les hooligans sera-t-il appliqué?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Wiher Max, Fraktion GLP: Ich danke dem Gemeinderat für seine interessanten Antworten. Sie sind sehr aufschlussreich und ich bin zufrieden. Ich nahm auch noch Rücksprache mit verschiedenen Sportclubs. Auch sie sind zufrieden.

195. Postulat urgent 20140153, Ruth Tennenbaum, Passerelle, "Pollution au radium: information transparente et sans faille ainsi que protection"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat urgent et de le radier du rôle.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Ich möchte dem Gemeinderat danken für seine Antwort, mit der ich zufrieden bin. **Ich beantrage aber, Punkt 5 des Postulats noch nicht als erfüllt abzuschreiben.** Es wäre gut zu wissen, wie die geforderte Anpassung der Kommunikation im entsprechenden Konzept vollzogen wird.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Dieser und der folgende Vorstoss haben das gleiche Thema. Deshalb werde ich im Namen der Fraktion Grüne nur zum vorliegenden Postulat sprechen. In der Deponie Lischenweg wurden Radiumkontaminationen festgestellt. Offenbar sind sie ungefährlich, was der Bevölkerung aber nicht von Anfang an klar war. Inwiefern es dem Gemeinderat zu welchem Zeitpunkt klar war, ist im Nachhinein schwierig festzustellen. Es geht in diesem Fall nicht um eine Radiumkrise, sondern eher um eine Kommunikationskrise. Alle beteiligten Behörden haben es verpasst, ihre Informationspflicht gegenüber der Bevölkerung rechtzeitig wahrzunehmen, angeführt durch das Bundesamt für Gesundheit (BAG). Nach sehr langer Zeit, nämlich fast ein Jahr später, wurde erst auf Druck der Medien zaghaft informiert. Zu diesem Zeitpunkt wurde auch der Bieler Gemeinderat aktiv. Von allen beteiligten Behörden war er wohl am aktivsten, auch wenn er am Ende der Kette der Verantwortlichen steht. Die Fraktion Grüne findet die passive Haltung des Kantons sehr störend, zumal er Bauherr ist. Rückblickend kann positiv beurteilt werden, dass durch die Ereignisse eine Suche nach dem Ursprung des Radiums ausgelöst wurde. Zumindest über die Aufarbeitung der Standorte der Radiumateliers wurde zeitnah und umfassend informiert. Die Befürchtungen der Bevölkerung wurden ernst genommen. Leider konnte der Gemeinderat aber mit der Uhrenindustrie keine Vereinbarung treffen, da diese rechtlich nicht mehr haftbar ist. Die Vorfälle sind verjährt und es kann nicht mehr genau festgestellt werden, welche Firmen betroffen waren. Rechtlich ist also keine Schuld nachweisbar. Aus Sicht der Fraktion Grüne besteht aber eine moralische Schuld der Uhrenindustrie und sie findet es sehr schade und unerklärlich, dass die Uhrenindustrie ihre Verantwortung nicht wenigstens auf moralischer Ebene wahrnimmt und sich dem Problem stellt. Die Fraktion Grüne empfiehlt, der Postulantin zu folgen und Punkt 5 nicht abzuschreiben.

Baltzer Niklaus, SP: Zur Vorbereitung der heutigen Sitzung wollte ich prüfen, wie das Problem der Radiumkontaminationen in der Firma gehandhabt wird, bei der ich angestellt bin. Sie hat Geigerzähler und prüft ihre Abfälle.

In den 1960er-Jahren habe ich von meiner Grossmutter eine Uhr geschenkt bekommen und wollte wissen, ob der Geigerzähler bei dieser ausschlägt. Ich kann dieses Experiment hier wiederholen. Wie Sie hören, beginnt der Geigerzähler sofort zu piepsen und zeigt 450 mSv anstatt der maximal erlaubten 20 mSv/Jahr... Damit wollte ich Ihnen natürlich etwas Angst machen... (*Gelächter*). Ich habe diese Uhr viele Jahre getragen und sie dann, anstatt flicken zu lassen, beiseite gelegt. Nun muss ich mir überlegen, was ich damit machen soll. Vielleicht kann mir die Uhrenindustrie wenigstens bei der Entsorgung helfen. Jedenfalls gilt sie wohl als Sondermüll... Damit

will ich das Problem nicht völlig verharmlosen. Ich möchte nur aufzeigen, dass es in dieser Frage nicht nur um die Informationspolitik des Gemeinderats geht, sondern um mehr.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Danke für diese kurze Diskussion. Die Problematik Radiumkontamination hat dem Gemeinderat im Juni einige schlaflose Nächte bereitet. In seiner Beantwortung versucht er darzustellen, was passiert ist. Er beschreibt, dass er die Lage teilweise falsch eingeschätzt hat und heute einiges anders machen würde. Ein neues Ereignis ist aber leider nie gleich wie ein vorheriges und es gilt, die Ausgangslage und die adäquate Art zu kommunizieren immer neu zu bestimmen. Rückwirkend lässt sich zum vorliegenden Fall aber klar sagen, dass der Gemeinderat anders hätte kommunizieren müssen. Wie Herr Grupp sagte, war es Gott sei Dank keine sachliche, sondern nur eine kommunikative Krise. Der Gemeinderat hat Einiges daraus gelernt. Zusätzlich zur Überarbeitung des bereits bestehenden Krisenkonzepts wird er eine Kommunikationsweiterbildung besuchen. Ich glaube, sie findet nächste Woche statt. Der Gemeinderat wird sich also von Fachpersonen aufdotieren lassen und die wichtigsten Grundsätze üben können. Die Postulantin möchte Punkt 5 des Postulats, in dem es um die Kommunikation geht, noch nicht abschreiben. Der Gemeinderat ist damit einverstanden.

Herr Baltzer, solche Uhren können gut dem BAG eingeschickt werden, wenn man sie nicht behalten will. Einige Personen haben das offenbar getan. Im Zusammenhang mit den Untersuchungen in den ehemaligen Uhrenateliers der Heimarbeitenden wurden gar bei deren Nachfahren noch Fläschchen mit radioaktiver Flüssigkeit gefunden. Diese konnten nun ebenfalls dem BAG abgegeben werden.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Merci Madame Schwickert. L'adoption du postulat n'est pas contestée. Contrairement à la proposition du Conseil municipal il est, par contre, proposé de ne pas rayer du rôle le point 5 dudit postulat.

Vote

- sur la proposition de Madame Tennenbaum de ne pas rayer du rôle le point 5 du postulat

La proposition est acceptée. En conséquence, le postulat est adopté et radié du rôle pour les points 1-4 et adopté pour le point 5.

196. Interpellation interpartis urgente 20140152, Max Wiher, Groupe PVL, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, Stefan Kaufmann, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, Andreas Sutter, Groupe PPB/PDC/PBD, "Contamination au radium"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Les interpellant(e)s sont satisfaits de la réponse.

La parole n'est pas demandée.

197. Motion 20140086, Dennis Briechle, PVL, "Une horloge à la place Centrale!"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Briechle Dennis, GLP: Ich danke dem Gemeinderat für die gute Aufnahme meines Vorstosses. Die Uhr auf dem Zentralplatz ist in Biel ja schon seit Längerem ein Politikum. Kürzlich hat sogar die grösste Schweizer Boulevardzeitung darüber berichtet. Ich denke, jetzt wäre es langsam Zeit, dieses Kapitel durch eine geeignete Lösung abzuschliessen, die der Uhrenmetropole Biel/Bienne, wie sich die Stadt auf ihrer Homepage an prominenter Stelle selbst nennt, gerecht wird. Es freut mich, dass der jetzige Gemeinderat mit mir einig ist, dass die alte Anzeige den Ansprüchen einer richtigen Bieler-Uhr nicht gerecht wird (so interpretiere ich seine Aussagen in der Beantwortung und in den Medien). Da sich wohl alle darüber einig sind, dass das Installieren einer richtigen Uhr auf dem Zentralplatz ein Gewinn wäre, hoffe ich, dass der Gemeinderat nun Nägel mit Köpfen macht und sich schon bald im positiven Licht, welches eine solche Einweihung mit sich bringen würde, sonnen kann. Eine Nachfrage habe ich noch bezüglich der defekten Drehanzeige: Sowohl in der Antwort auf meinen Vorstoss als auch per Medienmitteilung vom 20. August 2014 hat der Gemeinderat deren Demontage angekündigt. Nur einen Monat später, am 17. September 2014, hat er aber eine Kehrtwende vollzogen. Was will der Gemeinderat nun eigentlich mit dieser Anzeige machen? Und weshalb wurde die vor einigen Wochen angebrachte, sehr kreative Verzierung mittels Strickwaren wieder entfernt? Diese war allemal ansprechender als die momentan leere Anzeige. Mit dem Antrag des Gemeinderates, die Motion in ein Postulat umzuwandeln und dieses erheblich zu erklären, bin ich einverstanden.

Wiederkehr Martin, SP: Die Bevölkerung wünscht sich eine funktionierende Uhr auf dem Zentralplatz. Ich unterrichte in Biel an einer berufsschultechnischen Fachschule, die über Ingenieure verfügt, welche diese Uhr flicken und unterhalten könnten. Auf meine Anfrage hin bat mich deren Direktor, heute Abend mitzuteilen, dass das Berufsbildungszentrum und die technische Fachschule bereit wären, entweder die ehemalige zu reparieren oder eine neue Uhr zu konzipieren. An dieser Schule werden MikrotechnikerInnen, ElektrotechnikerInnen, UhrenmechanikerInnen und weitere Berufspersonen ausgebildet, die fähig sind, diese Uhr im Auftrag der Stadt zu

reparieren und künftig auch zu unterhalten. So käme die Stadt wieder zu einer Uhr. Der Vorteil wäre, dass damit keine Uhrenfirma bevorzugt würde. Vielmehr könnte sich die Stadt als Bildungsstandort profilieren. Ich danke dem Gemeinderat, wenn er auf dieses Angebot des Berufsbildungszentrums eingeht.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Besten Dank für diese kurze Diskussion. Auch die Beantwortung ist kurz. Der Gemeinderat beantragt, die Motion als Postulat erheblich zu erklären, denn er will etwas für diese Uhr tun. Welches ist aber die beste Lösung? Dazu gibt es kreative Vorschläge. Herr Briechle erwähnte die eingestrickte Uhr, was eindeutig eine temporäre Lösung war. Dazu lässt sich sagen, dass jedes Jahr im Juni ein "world wide knitting day" stattfindet. Bereits in vergangenen Jahren gab es eine Bieler Gruppe, die Teile des öffentlichen Raums umstrickt hat. Vielleicht ist das bisher nicht so aufgefallen... Dieses Jahr umstrickte sie jedenfalls die Drehanzeige. Ich fand das eine originelle Idee, weshalb die Feuerwehr bei der Montage und Demontage mithalf. Während der gleichen Zeit waren auch die Säulen beim Eingang zum Kongresshaus umstrickt. Ich weiss noch nicht, welche kreativen Ideen nächstes Jahr umgesetzt werden sollen... Jedenfalls finde ich diese Strickaktionen witzig. Sie sind aber nicht die Lösung für die Fragen rund um die Uhr auf dem Zentralplatz. Bis die aktuelle - nun leider defekte - Uhr installiert war, kam es bereits zu vielen und nicht ganz trivialen Diskussionen. Der Gemeinderat hat nun ebenfalls bereits mehrmals darüber debattiert, was mit der Drehanzeige passieren soll. Sie zeigt einerseits die Zeit an, hat aber andererseits den Vorteil, dass auch andere Informationen vermittelt werden können. So war auf der Drehanzeige die Temperatur abzulesen oder gerade jetzt könnte man sehen, dass eine Stadtratssitzung stattfindet. Die Informationen wurden durch das Stadtmarketing eingespeist. Jetzt ist diese Technologie an das Ende ihrer Lebensdauer angelangt und der Gemeinderat kam zum Schluss, dass die Kosten für einen Ersatz der bestehenden Drehanzeige von rund CHF 60'000 zu hoch sind. Deshalb wurde im August per Medienmitteilung darüber informiert, dass auf die Drehanzeige verzichtet und diese demontiert werden soll. Es ist nicht logisch, eine solche Drehanzeige montiert zu lassen, wenn sie nicht funktioniert. Vielleicht müsste sie wieder eingestrickt werden... Dieser Entscheid rief Reaktionen hervor. Unter anderem meldeten sich Private eines Serviceclubs, die Geld sammeln wollten, um die Drehanzeige zu erhalten. Das ist eine Art Geschenk und der Gemeinderat fragte sich, was er damit machen soll. Eigentlich hatte er die Drehanzeige aus finanziellen Gründen ja bereits aufgegeben. Wenn nun aber Geld von Privaten kommt, könnte er ja auf seinen Entscheid zurückkommen... Der Gemeinderat sieht das als Chance und die Drehanzeige bliebe bestehen, wenn es BürgerInnen gibt, die sich finanziell an einer Lösung beteiligen. Deshalb steht die Drehanzeige weiterhin, funktioniert aber nach wie vor nicht. Der Gemeinderat hat nun bis Ende Jahr Zeit, abzuwarten, ob die Sammlung Erfolg hat und er kann prüfen, ob es kostengünstigere Lösungen gibt. Sollte dies der Fall sein, könnte das jetzige System beibehalten werden. Der Gemeinderat findet, die Drehanzeige fügt sich gut in das Stadtbild ein. Die Bevölkerung hat sich daran gewöhnt. Hier kommt nun Herrn Wiederkehrs Idee ins Spiel. Es gab viele Ideen und Anfragen von verschiedenster Seite, von Privaten, Schulen oder Firmen, die sagten, sie könnten die Uhr günstiger flicken oder hätten noch Ersatzteile. Es wurde beispielsweise vorgeschlagen, eine Sonnenuhr zu installieren oder die ursprünglichen Uhren wieder einzusetzen. Die Uhr auf dem Zentralplatz scheint die Bevölkerung sehr zu interessieren. Der Gemeinderat prüft nun, ob das jetzige Informationsband in Zusammenarbeit mit der Hochschule und im

Sinn eines Projekts kostengünstig repariert und unterhalten werden könnte. Daneben gibt es ja die bereits erwähnte private Geldsammlung. Ich kann heute natürlich noch keine genauen Zahlen nennen, aber die Kosten würden damit nur einen Bruchteil des ursprünglich berechneten Betrages ausmachen. Das ist die Lösung, die der Gemeinderat momentan anstrebt. Sollte sie nicht funktionieren, kommt er wahrscheinlich wieder auf seinen ursprünglichen Entscheid zurück, die Drehanzeige zu demontieren. Dann wäre er offen für neue Ideen, die aber im öffentlichen Raum funktionieren müssten. Der Zentralplatz ist ein sensibler Ort mit einem geschützten Ensemble. Vorerst soll nun das Angebot der Bieler Schulen genauer geprüft und abgewartet werden, ob Private bei der Finanzierung helfen können. Seit der Verabschiedung der vorliegenden Beantwortung im Gemeinderat hat sich Einiges getan. Deshalb war es mir wichtig, den Stadtrat über den Stand der Dinge zu informieren.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

198. Interpellation 20140083, Urs Käzlig, Les Verts, "Mesures d'accompagnement relatives à la branche Est du contournement autoroutier de Bienne. La réalisation est-elle en cours ou stoppée?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Käzlig Urs, Fraktion Grüne: Ich war mit der vorliegenden Antwort des Gemeinderats ursprünglich nicht zufrieden. Eigentlich hätte ich eine tabellarische Übersicht der verfügbaren verkehrlich flankierenden Massnahmen (vfM) erwartet, ergänzt mit dem aktuellen Umsetzungsstand, allenfalls weiteren zweckdienlichen Informationen und einer Einschätzung des Umsetzungsstandes durch den Gemeinderat. Die Antwort des Gemeinderats sieht etwas anders aus. Leider gibt sie keine Übersicht darüber, wo die Stadt in diesem wichtigen Geschäft steht. Ich habe mir deshalb erlaubt, meinen Unmut direkt bei der zuständigen Gemeinderätin zu deponieren. Und siehe da: in Rekordzeit lag die gewünschte Antwort vor, zwar noch nicht vom Gemeinderat abgesegnet, aber doch als sehr brauchbare Übersicht. Mit dieser bin ich vorläufig zufrieden. Für die prompte Nachlieferung möchte ich mich bedanken.

Was zeigt diese Übersicht? Im Richtplan zu den vfM sind für den Ostast der A5 25 Massnahmen aufgeführt. Davon 19 der Stadt, wovon keine baureif ist! Das heisst, es gibt kein Ausführungsprojekt, keine Finanzierung, keine Baubewilligung. Der Ostast soll 2017 dem Verkehr übergeben werden. Wie der Gemeinderat in seiner Antwort schreibt, teilt er meine Einschätzung, dass die vfM möglichst zeitnah mit der Eröffnung des Ostastes umgesetzt sein sollten, spätestens aber zwei Jahre danach, also 2019. So sieht es auch der Richtplan zu diesen Massnahmen vor. Doch dies ist erst die halbe Wahrheit. Es wartet auch noch der Westast mit seinen vfM. Der Ostast ist in gewissem Sinn die Nagelprobe für den Westast. Wenn hier die vfM zögerlich oder gar nicht umgesetzt werden, dürfte es beim Westast noch schwieriger werden. In der Gesamtbeurteilung der Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP) des kantonalen

Amtes für Umweltkoordination und Energie steht wörtlich: *"Die verkehrlich flankierenden Massnahmen sind zusammen mit der Umfahrung Biel, N5 Abschnitt Ostast zu genehmigen und zeitlich koordiniert dem Betrieb zu übergeben."* In der Plangenehmigung von 2004 heisst es: *"Der vorliegende genehmigte Teilabschnitt (gemeint ist der Ostast) ist erst in Betrieb zu nehmen, wenn verkehrlich flankierende Massnahmen auf den folgenden Gebieten realisiert werden."* Darauf folgt eine Aufzählung von 15 Bieler Strassen, auf denen vfM zwingend vor der Eröffnung des Ostastes zu realisieren sind. In der Plangenehmigung von 2010 krebst das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) dann zurück. Nun heisst es nur noch: *"Die verkehrlich flankierenden Massnahmen, die nicht schon während des Baus der Umfahrung Biel umgesetzt werden können, sind nach der Inbetriebnahme umgehend an die Hand zu nehmen."* Die Suppe wird also nicht ganz so heiss gegessen, wie sie in der UVP und bei der Erstgenehmigung 2004 gekocht wurde. Trotzdem muss sich die Stadt sputen. Vier Jahre sind für die Planung, Finanzierung und Realisierung dieser Massnahmen nicht übermässig viel Zeit.

Der frühere freisinnige Baudirektor, Hubert Klopfenstein, hat die Umfahrung Biel immer mit einem Staubsauger verglichen, der die Innenstadt und die Quartiere stark vom Verkehr entlasten wird. Die vfM sind zentrale Baukomponenten dieses Staubsaugers. Ohne sie wird das Gerät nicht funktionieren. Ein Staubsauger, der CHF 3 Mrd. kostet, sollte funktionieren! Dies ist aber einfacher gesagt als getan. Wie jeder BWL-Student im ersten Semester lernt, gehören zu jedem erteilten Auftrag auch die nötigen Ressourcen. Behalten wir diese Binsenwahrheit im Hinterkopf, wenn sich der Stadtrat schon bald über Haushaltsanierung, Aufgabenüberprüfung und so weiter unterhält!

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Es tut mir leid, aber der Gemeinderat hat die Fragen nicht so interpretiert, dass eine Liste verlangt worden wäre, in welcher die verschiedenen Projekte und deren Bearbeitungsstand aufgeführt sind. Diese Liste gibt es aber und sie wurde nachgeliefert. Die Interpellation wurde summarischer beantwortet. Ausser in einem einzigen Fall ist noch keine Massnahme baureif. Es handelt sich nicht nur um Projekte auf Bieler Boden, sondern auch um solche in Brügg und Orpund. In der nachgelieferten Zusammenstellung wird auch auf das Brüggmoos eingegangen, da dieses auch zum Ostast gehört. Später folgt dann der Westast. In Biel sollen 18 verschiedene verkehrlich flankierende Massnahmen (vfM) umgesetzt werden. Die Dokumentation zu diesen vfM ist sehr umfangreich und auf dem Internet verfügbar. Bei 13 der 18 Massnahmen ist die Gemeinde für die Projekterarbeitung zuständig, bei 5 der Kanton. Es ist wohl ein schwacher Trost, dass der Kanton auch nicht weiter ist als die Stadt... Der heute geltende Richtplan wurde vom Kanton erst 2013 genehmigt. Von dem her hat die Stadt noch nicht sehr viel Verspätung. Es stimmt aber, dass jetzt mit der Planung begonnen werden muss, wenn die Massnahmen zeitgerecht umgesetzt werden sollen. Die Ressourcen wurden angesprochen. Diese sind sicher mit ein Grund, weshalb 2014 mit konkreten Massnahmen noch nicht begonnen werden konnte. Die Stadt verfügt für alle zu treffenden vfM über eine 60%-Stelle. Das ist relativ wenig. Die Direktion Bau, Energie und Umwelt ist sehr froh, dass der Gemeinderat damit einverstanden war, eine bisher bewilligte, aber unbesetzte Stelle wieder zu besetzen. Somit wird sich nun jemand dieser vfM annehmen können. Der Gemeinderat ist deshalb zuversichtlich, dass die vfM, die tatsächlich als Begleitmassnahmen zum Ostast sehr wichtig sein werden, so

aufgegleist werden können, dass der vorgesehene Zeitplan einigermaßen eingehalten werden kann. Der Stadtrat wird über diese Massnahmen noch diskutieren und entscheiden können. Herr Känzig wurde einzig eine kurze Tabelle mit diesen Massnahmen nachgeliefert, die auch im Internet abrufbar ist.

199. Motion interpartis 20140085, Martin Rüfenacht, FDP, Reto Gugger, PBD, Andreas Sutter, PPB, "Transférer la responsabilité des tâches du SIP à Police Berne"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Gugger Reto, BDP: Der Gemeinderat bestreitet die Motionsfähigkeit dieses Vorstosses. Wie richtig erkannt wurde, widerspricht er der gemeinderätlichen Strategie zum Einkauf von Dienstleistungen bei der Kantonspolizei. Die Motionäre sind mit dem Abbau der bei Police Bern eingekauften Leistungen nicht einverstanden. Wie bekannt sein dürfte, ist für sie die SIP keine valable Lösung, um das Sicherheitsempfinden der Bevölkerung zu steigern. Wahrscheinlich stammt die vorliegende Antwort aus der gleichen Feder wie die ursprüngliche Aufforderung an Police Bern, die präventiven Leistungen von 50'000 Stunden pro Jahr auf 35'000 zu reduzieren. Wurde seinerzeit mit dieser Massnahme versucht, das Sicherheitsempfinden in Biel künstlich zu verschlechtern, um so die Existenz der SIP zu legitimieren? Die Beantwortung kann so interpretiert werden, dass deren Verfasser ihr Kind SIP um jeden Preis und mit teilweise fadenscheinigen Argumenten am Leben erhalten wollen. Um ein Beispiel zu nennen: kann wirklich niemand ausser der SIP den Stadtpark auf- und zuschliessen? Was hält die Bevölkerung von der SIP? Als Reaktion auf eine meiner früheren Stellungnahmen zu diesem Thema erhielt ich im März 2014 von einer Bürgerin eine Karte. Darauf steht: *"Sie sprechen mir aus dem Herzen, was diese SIP betrifft. Wirklich Wischi-Waschi."* In der Beantwortung des Gemeinderats steht, dass eine Auflösung der SIP im Widerspruch zum aktuellen Sicherheitskonzept stehen würde. Deshalb schauen die Motionäre gespannt der angekündigten Überarbeitung dieses Sicherheitskonzeptes entgegen. Vielleicht spricht dann plötzlich nichts mehr gegen einen Abbau der SIP und alles für eine Übertragung ihrer Aufgaben an Police Bern. Zudem bin ich guter Hoffnung, dass die SIP spätestens beim Thema nachhaltige Haushaltsanierung und möglichem Aufgabenverzicht wieder zur Sprache kommt. Mit der Umwandlung in ein Postulat und dessen Erheblicherklärung bin ich einverstanden. Ich hoffe auf die Unterstützung des Stadtrates.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Auch die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU dankt für die Prüfung dieses Vorstosses. Was Herr Gugger gesagt hat, kann ich unterstützen. Ich erlaube mir einige ergänzende Bemerkungen. Zuerst eine Vorbemerkung grundsätzlicher Art: Man muss sich immer vor Augen halten, dass die SIP nicht die Polizei ist. Die SIP macht in einem gewissen Bereich keine schlechte Arbeit. In der vorliegenden Beantwortung wird sie aber wieder der Polizei gleichgestellt, was eindeutig falsch ist. In der Beantwortung sind die

Hauptaufgaben der SIP dargestellt. Gerade die Punkte 1-3 können weder von der Ausbildung noch von den Kompetenzen her von der SIP abgedeckt werden. *"Unterbindung von Drogenhandel und -konsum an sensiblen Orten"* - das ist absurd, diese Kompetenz hat die SIP nicht. Auf der Homepage der Stadt Biel steht: *"SIP ist eine Kombination von Ordnungsdienst und Sozialarbeit"* und weiter unten: *"Die SIP hat keine polizeihoeheitlichen Kompetenzen. Die Durchsetzung der Ordnung erfolgt auf der kommunikativen und psychologischen Ebene durch Vertrauensbildung und Vermittlung. In kritischen Situationen und Verbrechen oder Vergehen wird die Polizei hinzugezogen. SIP fördert die Eigenverantwortung und versucht, deeskalierend zu wirken."* Bereits daraus wird ersichtlich, dass die SIP keine polizeilichen Aufgaben übernehmen kann.

Zum Abschnitt "Materielle Beurteilung" in der gemeinderätlichen Beantwortung könnte viel gesagt werden. Ich verzichte hier darauf, weil die Aufgaben der SIP nicht zur Debatte stehen. Vielmehr geht es um eine Überprüfung. Trotzdem ein paar Worte dazu: Auf Seite 3 wird die Quartierpolizei herbeigezogen und gesagt, die Bürgernähe sei verloren gegangen. Diese ging aber schon verloren, als die Kontaktstellen geschaffen wurden. Das ist also nichts Neues, das erst mit der Einheitspolizei gekommen wäre. Ein zweiter, wesentlicher Punkt scheint mir etwas irreführend. Bei den zusätzlichen Gründen auf Seite 3 steht: *"Die Stadt Biel kann die Arbeit der Kantonspolizei nur beschränkt beeinflussen und steuern."* Für mich ist diese Aussage eindeutig falsch. Dazu muss man wissen, dass jährlich eine Sitzung stattfindet, anlässlich derer die Schwerpunktbildung von der Stadt beantragt und anschliessend umgesetzt wird. Es finden aber auch monatliche und sogar wöchentliche Rapporte statt, in welchen die Stadt diese Schwerpunktbildung korrigieren kann. Die Stadt hat also Einfluss auf die Tätigkeit der Kantonspolizei. Ein zweiter Punkt, der meiner Meinung nach falsch dargestellt wird, ist: es mag stimmen, dass eine SIP-Stelle CHF 50'000 weniger kostet als eine Stelle bei der Kantonspolizei. Diese beiden Stellen können aber nicht miteinander verglichen werden. Ein Kantonspolizist hat eine andere Ausbildung, andere Kompetenzen und einen anderen Lohn. Es kommt darauf an, wofür diese Personen eingesetzt werden sollen. Ich komme noch zu vier weiteren Punkten:

1. In ihrer Begründung schreiben die Motionäre, die SIP sei ursprünglich für 2 Jahre bewilligt worden, was gemäss Gemeinderat nicht zutrifft. Ich habe im Bieler Tagblatt recherchiert. Am 5. Mai 2010 stand dort: *"Das Projekt ist vorerst auf zwei Jahre befristet."* Für mich ist eine Befristung immer ein Versuch. Nach zwei Jahren wurde geprüft, ob das Projekt weitergeführt werden soll. Ursprünglich wurde es aber befristet eingeführt. Dies zur Klarstellung.
2. In Punkt 3 ihrer Begründung schreiben die Motionäre, die SIP verfüge nicht über die rechtlichen Mittel, *"um wirksam zu intervenieren, wo es darauf ankommt"*. Der Gemeinderat behauptet, die SIP sei weisungsbefugt und könne entsprechend eingreifen. Das stimmt nicht. Im kommunalen Bereich hat sie zwar durchaus gewisse Kompetenzen, aber sie kann nicht eingreifen, sie kann keine Wegweisungen verfügen und auch keine Ausweiskontrollen vornehmen. Deshalb sind ihre Mittel sehr beschränkt.
3. Der Gemeinderat schreibt in seiner Beantwortung, die SIP leiste pro Jahr ca. 4'000 Interventionen. Diese Zahl möchte ich nicht bestreiten und es gibt sicher sehr gute Interventionen. Wenn ich aber im Bieler Tagblatt lese, dass sie ein gestohlenen Kontrollschild aus der Schüss gefischt oder einen Einkaufswagen

zurückgebracht hat, glaube ich, dass solche Interventionen auch von normalen BürgerInnen erbracht werden können. Dafür braucht es keine SIP.

4. Zu Punkt 5 der Begründung meint der Gemeinderat, dass die Gefahr bestehe, dass *"wie vor 6 Jahren das Wissen der Stadtpolizei"* vernichtet würde. Daraus ist ersichtlich, aus welchem Blickwinkel diese Beantwortung verfasst wurde, denn das stimmt eindeutig nicht. Als die Kantonspolizei zur Einheitspolizei wurde, traten die meisten StadtpolizistInnen zur Kantonspolizei über. Das Wissen blieb also erhalten. Das Gros der ehemaligen Stadtpolizei, insbesondere die Dachstockgruppe, welche das Milieu gut kannte, wechselte zur Kantonspolizei. Die Mär, es sei Wissen verloren gegangen, muss klar und eindeutig widerlegt werden.

Ich finde es gut, dass bei der Einführung der Einheitspolizei entstandene Lücken überprüft werden. Werden die eingekauften Leistungen erfüllt? Es ist nicht bestritten, dass es Lücken gibt. Offenbar muss die Stadt nächstes Jahr für gewisse Leistungen auch weniger bezahlen. Das finde ich gut und richtig. Die Stadt muss aber aufpassen, dass der SIP nicht auf dem Papier Aufgaben übertragen werden, die sie rechtlich nicht umsetzen kann. Es braucht neben der Kantonspolizei kein zweites Polizeikorps, das kein solches ist. Die vorliegende Motion soll helfen, diese Aufgaben sauber zu trennen. Ich hoffe, der Gemeinderat wird diese Fragen im neuen Sicherheitskonzept und dem neuen Leistungsvertrag objektiv angehen. Ansonsten müsste der Stadtrat allenfalls Korrekturen anbringen.

Hamdaoui Mohamed, au nom du Groupe socialiste: Le point sur lequel, plus ou moins, tout le Conseil de ville est d'accord, c'est que le bilan d'une police unique est assez mitigé. La disparition de la police de quartiers, nommée aussi Police de proximité, a été assez mal perçue par la population. Un sentiment d'insécurité est venu s'installer au sein de la population. C'est l'une des raisons pour lesquelles, à Bienne, que le SIP a remplacé l'ancienne Police de proximité. Si l'on s'attarde de manière objective et non pas idéologique sur les statistiques, on peut se rendre compte de l'état de fait assez phénoménal suivant: sur plusieurs milliers d'interventions effectuées par le SIP, seulement une vingtaine de cas ont dû être annoncés à la Police cantonale, afin qu'elle intervienne. On peut donc affirmer, que dans la plupart des cas le SIP a réussi son travail de médiation. Pourquoi si peu de cas ont été annoncés à la Police cantonale? On a tendance à sous-estimer le fait, n'en déplaise à certaines personnes, que Bienne est bel et bien une ville multiculturelle, qui compte 30% de ressortissant(e)s étrangers(ères). Parmi les personnes qui travaillent au SIP, nombreuses sont celles pouvant s'exprimer non seulement en français, allemand, suisse-allemand, mais aussi en albanais, serbo-croate, etc. Cette connaissance des langues permet aux intervenant(e)s de désamorcer relativement facilement et naturellement un certain nombre de conflits entre voisins ou au sein des familles. En effet, dès que les personnes en difficulté se trouvent face à quelqu'un qui parle comme elles ou qui raisonne avec leur même mentalité, elles sont plus enclines à discuter et à trouver une solution. Selon les statistiques, l'immense majorité des interventions du SIP se déroule bien car les collaborateurs et collaboratrices ne sont pas en uniforme, ni armée. De ce fait, les personnes en difficulté ne se sentent pas agressées. Voyez ce qui se passe dans les banlieues françaises, où la police de proximité a totalement disparu. Dès que les habitant(e)s voient débarquer des policiers, CRS (Compagnies républicaines de sécurité) ou autres, ils ou elles se sentent agressé(e)s alors que les choses se passeraient nettement mieux, avec des interventions un peu plus pacifiques. Une

chanson absolument magnifique de Georges Brassens, pour ceux qui connaissent un peu la chanson française, dont le titre est "Sur le marché de Brive La Gaillarde", raconte l'histoire de deux femmes qui se crêpent le chignon pour des raisons commerciales, pendant le marché et qui unissent leurs forces, dès qu'elles voient débarquer des gendarmes. Finalement elles les agressent de plus belle. Je pense, que si ces policiers avaient été des agents du SIP, les deux femmes du marché n'auraient pas fait cela et auraient très certainement trouvé le moyen de discuter avec eux.

Maintenant redevenons sérieux. Je pense, que vous sous-estimez le travail de prévention qui se fait. Récemment, en voulant dénoncer le fait que les toilettes publiques du Parc municipal sont fermées, j'ai tourné un reportage dans ce parc et me suis entendu dire: "*Les gens du SIP viennent jouer au ping-pong en fin de journée avec des jeunes. À quoi cela sert-il?*" Eh bien, je répondrais qu'à mon avis, cela sert à la prévention. Le travail de prévention commence, en effet, tout simplement en démontrant qu'il y a une médiation saine entre la population et l'autorité. Un épisode devenu fameux est survenu en France, plus exactement à Toulouse. Dans une banlieue défavorisée, dans laquelle la police de proximité n'était plus présente, les autorités de droite (cela soit dit en passant) ont décidé de recruter des représentants de l'ordre public, originaires des lieux d'origine de la population locale, pour permettre d'établir et de maintenir des contacts quotidiens (football avec les jeunes, par ex.) avec la population locale. Grâce à cela, le taux de criminalité a baissé de 40%! Il est indispensable de réfléchir aux variantes suivantes:

- Rétablir une Police municipale dont il faudra toutefois assumer les coûts.
- perfectionner cette idée d'autorité de médiation étant donné qu'elle fonctionne plutôt bien, même s'il faut auparavant bien analyser le concept.

Pour ces raisons, le Groupe socialiste est d'accord avec la proposition du Conseil municipal car une analyse des avantages et des inconvénients d'une police unique s'avère nécessaire. Il est vrai que les inconvénients sont nombreux, mais tuer le SIP maintenant, au bout de quelques années, alors que l'on n'a pas encore réussi à en voir véritablement le fonctionnement et l'efficacité, me semble tout à fait dommage.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Im Prinzip möchte die Fraktion Grüne den Motionären für diesen Vorstoss danken. Die Antwort darauf ist ein klares Statement dafür, weshalb es die SIP braucht. Police Bern bietet gar nicht alle Dienstleistungen an, welche die SIP übernimmt. Sollte die SIP aufgelöst werden, müssten zum Beispiel die Sicherheitsdienste im Kaktus von jemand anderem übernommen werden. Ob ein anderer Sicherheitsdienst die richtige Lösung wäre, sei dahingestellt. Diese haben nämlich auch eine andere Aufgabe und einen anderen Hintergrund als die SIP. Ich möchte in die gleiche Richtung gehen wie Herr Hamdaoui. Mediation in Uniform funktioniert anders als ohne Uniform, das ist klar. Auch die sprachlichen Vorteile sind erwähnenswert, denn die SIP-Angestellten sprechen noch mehr Sprachen, als die von Herrn Hamdaoui erwähnten. Es ist ein wichtiger Aspekt, dass die Mitarbeitenden die Stadt und ihr Flair kennen. Die Motionäre sprechen von Zivilcourage. Ich möchte wirklich, dass genügend Zivilcourage da wäre. Doch leider fehlt diese immer mehr. In der SBB müssen die Passagiere mit einer riesen Kampagne dazu ermuntert werden, ihren Abfall richtig zu entsorgen... Es wäre schön, wenn die Bevölkerung auch Aufgaben der SIP übernehmen würde, aber leider ist das einfach nicht der Fall.

Bord Pascal, Groupe UDC/Les Confédérés: La motion en question accuse l'unité d'intervention SIP de tous les maux et préconise le transfert des tâches lui afférant au Canton. Est-ce bien raisonnable? Non, cette motion va dans le mauvais sens! Le Canton n'arrive déjà pas à honorer le contrat de prestations actuel, d'où la résiliation de celui-ci par le Conseil municipal. Cette motion veut transférer encore davantage de compétences au Canton, alors qu'il lui manque les ressources nécessaires. Un véritable non-sens! En perdant la Police municipale, la police de proximité a disparu. La Police cantonale dispose d'une structure adaptée et des compétences nécessaires au maintien de l'ordre, servant à la répression. Pour le travail de proximité et de prévention celle-ci est bien moins dotée. Il ne faut donc pas transférer à la Police cantonale des tâches pour lesquelles elle ne dispose pas des ressources nécessaires. La Loi sur la police est en pleine mutation et les communes auront davantage de compétences. Le Conseil municipal sera appelé à proposer un nouveau concept de sécurité, dans lequel tant la police de proximité que la SIP devront être intégrés. Pour cette raison, le moment de supprimer le SIP n'est pas bien choisi. Il ne faut pas mettre la charrue avant les boeufs et attendre la révision de la Loi sur la Police ainsi que l'élaboration du concept de sécurité par le Conseil municipal. Le Conseil de ville pourra, à ce moment-là, débattre et décider de la meilleure alternative répondant aux besoins de la Ville. Non, Messieurs les motionnaires, la sécurité n'est pas un luxe! La sécurité est une nécessité vitale, à laquelle il incombe à l'État de veiller. Il s'agit d'une de ses responsabilités primordiales. Vouloir déléguer aux citoyens et citoyennes certaines tâches, sous prétexte de courage ou devoir civique, va dans la direction de la justice faite soi-même. L'étape suivante est celle de milices citoyennes auto-proclamées pouvant mener aux dérapages, qui sont connus sur d'autres continents, respectivement d'autres villes. Je ne suis pas sûr, que la majorité de cette assemblée ait cette vision de la société. Pour conclure, même si le thème de la motion n'est pas du ressort du Conseil de ville et même si le SIP n'est pas parfait, ce n'est pas une raison pour en vouloir la disparition. Le dicton populaire: "*Qui veut noyer son chien, l'accuse de rage*" revêtirait, dans ce cas, toute sa pertinence!

Baltzer Niklaus, SP: Ich möchte zu zwei Punkten etwas sagen, der eine ist etwas Sprachliches und der andere eine Bemerkung von Herrn Bohnenblust. Zum Sprachlichen: Die Welschen sprechen in der Regel von einer "Police de proximité", die Deutschsprechenden von einer "Sicherheitspolizei". Sicherheitspolizei ist eine komische Konstruktion, gibt es denn auch eine Unsicherheitspolizei? Eigentlich nicht... Bei "Police de proximité" wird aber klar, was gemeint ist. Ich kann gut verstehen, dass auf bürgerlicher Seite vielleicht gewisse sprachliche Schwierigkeiten bestehen. Unter Polizei verstehen die normalen BürgerInnen vielleicht nicht das, was die SIP ist, nämlich eine "Police de proximité". Zu Herrn Bohnenblust: er sagte, die SIP mache auch gute Sachen. Dazu möchte ich noch wissen, was die Bürgerlichen denn als gute Sachen bezeichnen. Das wäre ja das, was in irgendeiner Form aufrechterhalten und weitergepflegt werden sollte.

Sylejmani Ali, PSR: Les services publics et les autorités sont responsables de la gestion de la vie de la communauté et du bien-être de la population. Dans ce bien-être, la sécurité joue un rôle fondamental. Le SIP s'est associé aux maillons de la chaîne des services contribuant à ce bien-être. Avant de devenir membre du Conseil de ville, j'ai été engagé au SIP. Actuellement, les villes de Neuchâtel et de Lausanne mettent sur pied, selon l'exemple de Bienne, un service SIP élargi dans les effectifs.

La ville de Zürich compte plus de 150 collaborateurs et collaboratrices et pendant la saison estivale, ce nombre double. Il s'agit d'une approche visant à obtenir toujours le même résultat: augmenter la sécurité de la population. La sécurité n'est pas uniquement une question de délinquance ou de criminalité. Lors d'une étude parue en 2013 rassemblant les données de 26 villes de Suisse, le littering ressortait comme première raison nourrissant le sentiment d'insécurité, suivi du vandalisme. Dès le début, le travail de prévention et la lutte contre le littering ont été les tâches principales du SIP. Les résultats obtenus sont encourageants, également en ce qui concerne le vandalisme. Les statistiques prouvent, qu'en deux ans, avec un poste de 100%, les coûts des dommages occasionnés dans les écoles et aux biens publics ont pu être divisés par deux. Selon la Police cantonale, la délinquance, la criminalité et même même la violence des jeunes ont diminué ces dernières années. Est-ce aussi le fruit de l'engagement du SIP? C'est bien possible. Ce nouveau service a été accepté par la population, par les divers groupes et par les partenaires, qui occupent déjà le terrain. La collaboration avec la Police cantonale, avec le Service de protection de l'adulte et de la jeunesse, avec les écoles, avec les guildes de quartiers et les divers groupes est excellente. Si vous me demandiez aujourd'hui: *"Ali auriez-vous fait ce travail en portant un uniforme de la police?"* Ma réponse serait *"Non, certainement pas"*. Le consentement auprès des jeunes vivant parfois une période difficile au sein de notre société, voire quasiment parfois de rupture avec notre société ou avec certains groupes marginalisés n'aurait pas été la même, si les employé(e)s du SIP avaient porté l'uniforme. La Police a d'ailleurs confié au SIP, qu'elle n'a pas la même confiance que lui, à savoir le consentement des jeunes lorsque nous intervenons dans des conflits scolaires, entre les parents et l'école ou entre les élèves eux-mêmes. L'efficacité des interventions est due au fait, que le personnel du SIP est accessible et bien présent. Pour nous, rien n'est plus important qu'une réponse immédiate et la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires, pour qu'un enfant, qui a été menacé à 17 heures, puisse retourner à l'école le lendemain à 7 heures, sans craindre les menaces de la part d'un autre jeune. Cette situation est arrivée plus d'une fois.

La mise en place du SIP est une approche fort intelligente de la Ville de Bienne, qui a été prise en exemple par d'autres villes. Si on en venait à dire que la Ville de Bienne est à côté de la plaque, alors moi aussi, je suis à côté de la plaque! Si quelqu'un prétendrait, que le SIP est un service se basant sur une approche idéologique de gauche, alors je serais prêt à quitter ce Conseil de ville! Eh bien oui, car moi, l'approche du SIP est une approche qui me tient à cœur!

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Das Problem liegt nicht bei der SIP, sondern bei der Kantonspolizei. Das Problem muss vor Ort gelöst werden. Das versucht der Gemeinderat jetzt, indem er diesen Auftrag mit der Kantonspolizei überprüft. Ich verstehe Herrn Bohnenblust und Herrn Gugger nicht. Sie sind immer fürs Sparen. Die Kosten für die Kantonspolizei sind enorm! Vielleicht müsste gefragt werden, ob die Aufgaben, die sie erfüllt, nicht besser von anderen erfüllt werden könnten, zum Teil eben von der SIP. Man muss das eine tun und das andere nicht lassen, würde ich sagen. Es stellt sich die Frage, ob es wieder eine Polizei hier in der Stadt braucht, die eng mit der SIP zusammenarbeitet, oder ob alles dem Kanton delegiert und noch mehr bezahlt werden soll, als jetzt schon.

Gugger Reto, BDP: Das Problem liegt aus meiner Sicht weder bei der SIP noch bei Police Bern. Das Problem ist aus meiner Sicht die Tendenz, einfach alle Verantwortung auf den Staat abzuschieben. Ist es wirklich Aufgabe der Stadt und der SIP einzuschreiten, wenn es Streitigkeiten zwischen zwei Mietern an der Madretschstrasse gibt? Es ist schön, wenn die Stadt das macht, aber muss sie das? Ich glaube nicht! Jede Liegenschaft hat einen Besitzer und eine Verwaltung. Es ist primär Aufgabe dieser Verwaltung, einzugreifen und zu schlichten. Wenn das nicht geht, braucht es subsidiär eine weitere Kraft, und das wird Police Bern sein. Betreffend Zivilcourage und Eigenverantwortung darf nicht erwartet werden, dass der Staat immer seine beschützende Hand über die Bevölkerung hält. Das ist nicht Aufgabe des Staates. Wir erwarten nun, dass der Staat uns an die Hand nimmt, uns durchs Leben führt und uns immer beschützt? Das kann es nicht sein! Die SIP ist für das Wohlbefinden zuständig. Wohlbefinden - "bien être". Ist das Aufgabe des Staates oder der Stadt? Ich glaube nicht! Zum Kaktus: ich glaube, dass es gerade für die von Frau Frank erwähnten Aufgaben sinnvoll ist, irgend einen privaten Sicherheitsdienst aufbieten zu können, dem kurzfristig ein Auftrag erteilt oder entzogen werden kann. Diese Aufgabe könnte öffentlich ausgeschrieben und günstiger erbracht werden. Das ist wichtiger und besser als Mitarbeitende einer SIP, die auf mehrere Jahre angestellt werden und deren Stellen nie mehr gestrichen werden können.

Cadetg Leonhard, FDP: Zu den Aufgaben der SIP zählt schon Wichtiges, vielleicht auch städtische Aufgaben. Sie hat aber auch viele Aufgaben, die eigentlich Bürgerpflicht wären. Beides muss gut auseinander gehalten werden. Einerseits wurde gesagt, dass eine Stadtpolizei wünschenswert sein könnte. Das ist ein Traum. Wenn der Stadtrat das wirklich will, sollte er sich auf kantonaler Ebene dafür einsetzen, dass das Polizeigesetz wieder in diese Richtung revidiert wird. Es sollte diesfalls nicht versucht werden, mit der SIP ein Surrogat zu schaffen, also etwas, das so tut als ob. Die Aufgabenpalette ist sehr gross. Ich bin sehr froh, wenn die Kantonspolizei gestärkt wird. Es muss nämlich dafür gesorgt werden, dass beispielsweise den Dealern, also denjenigen, die der Bevölkerung das Leben schwer machen und sie verführen, das Leben hier unangenehm gemacht wird. Dazu braucht es eine starke Polizei. An gewissen Orten braucht es Kräfte, die genau für das ausgebildet sind, was dort getan werden muss. Im Bieler Tagblatt ist jeweils zu lesen, was die SIP alles leistet. Von der Bevölkerung (und auch von mir) würde ich erwarten, dass sie diese Aufgaben wahrnimmt. Der Vorstoss plädiert aber auch nicht für eine Abschaffung der SIP. Vor der Debatte war ich sehr klar für eine Abschaffung. In der Zwischenzeit habe ich zu denken begonnen (*Gelächter*)... Ich bin mit meinen Gedanken noch nicht am Ende angelangt und sage nun dennoch, es braucht die SIP unbedingt. Es ist jedoch wichtig, die verschiedenen Interessen klar zu trennen. Die Kantonspolizei soll nicht für die Aufgaben der SIP aufkommen oder schlecht gemacht werden. Die Stadt braucht eine starke Polizei. Die Kantonspolizei verfügt über adäquate Mittel. Herr Bohnenblust sprach von der Dachstockgruppe. Ich weiss, wie stark ich am Strandboden von Dachstockmitgliedern profitiere, sie helfen mir, wenn ich dort Probleme habe. Ich bin jetzt zehn Jahre am Gymnasium Strandboden und habe die Dachstockmitglieder mehrmals gebraucht. Die Zusammenarbeit war jedes Mal tiptopp. Ich brauche eine funktionierende, gute Polizei. Deshalb bitte ich den Stadtrat, sie nicht schlecht zu reden und diesen Vorstoss als Postulat zu überweisen. Die Aufgaben von Polizei und SIP müssen getrennt werden. Ich appelliere an die Bürgerpflichten und fordere sie auf, diese auch wahrzunehmen!

Treu Hervé, PSR: La fraternité, c'est ce qui manque partout le plus au travers de ma propre expérience et à travers vos observations. Aujourd'hui, les gens se croisent sans plus même se regarder, ils s'évitent. Or, la Ville de Bienne est une ville où la fraternité est nécessaire, en vue de résoudre les problèmes qui existent. Toutes les grandes villes en ont, mais la nôtre a néanmoins des problèmes spécifiques. Ayant croisé plusieurs fois des patrouilles du SIP, j'ai pu me rendre compte de l'importance des rapports humains et du potentiel, que ces personnes développent lorsque, le cas échéant, elles interviennent auprès de personnes de tout âge, qui vivent une situation délicate. En guise de conclusion, à mon âge, je puis vous dire que la fraternité est une dimension absolument essentielle de l'existence, qui doit être cultivée et pour la cultiver, il faut maintenir le SIP.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Besten Dank für diese interessante Diskussion. Die Auslegeordnung von heute Abend zeigt die Fragen und Chancen im Spannungsfeld zwischen städtischen und kantonalen Aufgaben ziemlich genau auf. Herr Cadetg sagte, es gehe auch um Träume. Sicher können verschiedene Träume geträumt werden. Man kann davon träumen, in einer Gesellschaft zu leben, in der alle verantwortungsvoll mit ihren Mitmenschen und sich selber umgehen und in der keine Sicherheitskräfte nötig sind. Der Traum einer selbstregulierenden Gesellschaft steht mir als freiheitlich denkendem Menschen auch sehr nah und ich hege viel Sympathie dafür. Es gibt aber auch einen entgegengesetzten Traum, in dem bei allen Problemen und jeder möglichen Herausforderung Sicherheitskräfte eingesetzt werden können. In diesem Traum sorgen an jeder Ecke PolizistInnen dafür, dass kein Leben bedroht ist, niemand zu Verlust kommt, kein Papier am Boden liegt und so weiter. Zwischen diesen beiden Träumen liegt die Realität. In der Realität braucht es Sicherheitskräfte. Nun stellt sich die Frage, wer welche Aufgaben übernimmt. Der Gemeinderat möchte einen ausbalancierten Weg finden. Das bedeutet auch für mich, dass die Kantonspolizei (KaPo) nicht schlecht gemacht werden soll. Die KaPo erfüllt eine wichtige Aufgabe und nimmt diese in vielerlei Hinsicht engagiert und mit viel Herzblut wahr. Auch die SIP arbeitet mit Herzblut. Nun muss diskutiert werden, wie die Schwerpunkte der SIP und der KaPo auseinandergelassen werden können. Ich finde, eine Verschiebung der Kompetenzen an die Stadt wäre sinnvoll. Die Stadt kann schneller reagieren und adäquater hinschauen, wo Probleme bestehen als die KaPo. Eine solche Lösung könnte zudem günstiger zu stehen kommen. Wie sieht die finanzielle Belastung der Stadt heute aus? Die SIP kostet pro Jahr rund CHF 400'000. Sie hat Aufgaben wahrgenommen, wie beispielsweise den Sicherheitsdienst im Kaktus, der bis vor kurzem mindestens CHF 200'000 pro Jahr kostete. Diese Kosten können nun eingespart werden, ohne dass zusätzliches Personal eingestellt werden muss. Zudem ist die SIP seit ein paar Jahren verstärkt auf den Schulhausarealen präsent, was vorher eine Aufgabe der Securitas war. Seit die SIP diese Aufgabe übernommen hat, haben die Beschädigungen an Schulhausanlagen um rund CHF 100'000 abgenommen. Zusammengezählt hat die Stadt heute also dank der SIP Minderausgaben von rund CHF 300'000. Somit kosten die 4.7 Stellen der SIP die Stadt knapp CHF 100'000. Mit diesem Geld werden aber auch alle weiteren Tätigkeiten der SIP bezahlt. Schon aus finanzieller Sicht lohnt sich das für die Stadt.

Die Motionäre regen an, dass die Aufgaben der SIP an die PolizeiassistentInnen der KaPo übertragen werden. Derzeit ist jedoch noch unklar, ob überhaupt PolizeiassistentInnen eingeführt werden. Schon heute ist aber absehbar, dass diese kostenmässig nicht günstiger sein werden als die SIP. Gerichtspolizeiliche Aufgaben

oder Interventionen wird auch weiterhin die KaPo wahrnehmen. Wo keine bewaffneten Einsätze nötig sind, ist die SIP aber durchaus sinnvoll. Ich selber habe dazu einen Lernprozess durchgemacht: Bei meinem Amtsantritt war ich der Meinung, die SIP brauche es nicht. Jetzt habe ich mich näher mit der SIP befasst und festgestellt, dass sie durchaus eine Wirkung erzielt. Sie wird von der Bevölkerung akzeptiert und eine Waffe ist nicht in jedem Fall notwendig. Ich nehme diese Motion aber gerne entgegen. Der Gemeinderat will die Gesamtkonzeption der Sicherheitsarchitektur der Stadt im Hinblick auf die Aushandlung eines neuen Ressourcenvertrages in Zusammenarbeit mit der KaPo und den städtischen Sicherheitskräften überprüfen. Herr Gugger sagte, die Stadt habe von der KaPo eine Reduktion der präventiven Präsenz auf 35'000 Stunden verlangt. Das dürfte eine Fehlinformation sein. Vielmehr kauft die Stadt 45'000 Stunden präventive Präsenz bei der Kantonspolizei ein. Darüber, wer diese Tätigkeiten in Zukunft wahrnehmen soll, kann durchaus diskutiert werden.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Herrn Feurers Votum kann ich nicht so im Raum stehen lassen. Ich habe Informationen, wonach die Stadt die Präventionsleistungen der Kantonspolizei im letzten Jahr reduziert hat. Ich weiss nun nicht, was stimmt... Zudem habe ich etwas Mühe mit Herrn Feurers Argument des Sparens. Aber alle haben Hunger und wollen essen... Herr Baltzer, die Einheitspolizei hat eigentlich drei Aufgaben:

1. Gerichtliche Aufgaben: Diese werden von der kantonalen Kriminalpolizei übernommen und die Stadt hat nichts dazu zu sagen.
2. Sicherheitsaufgaben: Diese waren früher in der Kompetenz der Gemeinden und gingen mit der Einheitspolizei an den Kanton über.
3. Präventionsaufgaben

Sicherheits- und Präventionsaufgaben werden mittels Leistungsvereinbarung bei der Kantonspolizei eingekauft. Darin werden Eckpunkte, Stunden, Aufgaben und Schwerpunkte festgelegt. Die SIP mag zur Verbesserung des Sicherheitsgefühls, für die Auskunftserteilung an die BürgerInnen oder für präventive Aufgaben im Schulbereich sinnvoll sein. Es dürfen aber nicht Äpfel mit Birnen verglichen werden. Die Polizei hat andere Aufgaben. Deshalb dürfen nicht bei der KaPo Mittel gestrichen werden, um damit einen parallelen Sicherheitsdienst aufzuziehen. Dadurch würden Doppelspurigkeiten entstehen und Informationen gingen verloren. Ich bitte den Stadtrat, dem Gemeinderat zu folgen. So kann er das Anliegen in aller Ruhe prüfen und das Resultat diente allen.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: La transformation de la motion en postulat n'est pas contestée. Par contre, j'ai entendu que le postulat aimerait être rejeté (remarque du Secrétariat parlementaire: radié du rôle).

La motion est adoptée sous forme de postulat et radié du rôle.

200. Motivation de l'urgence de la motion 20140323, Adrian Dillier, Groupe UDC/Les Confédérés "Mise sur pied d'une CEP chargée de clarifier les faits liés à l'affaire Reusser, direction ASS"

Dillier Adrian, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Klärung der Vorgänge rund um die "Affäre Reusser" ist dringlich und muss rasch angegangen werden.

L'urgence est accordée.

201. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20140334, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU "Rapport Hubacher: consultation plus vaste! Politique partisane du Conseil municipal?"

Bohnenblust Peter, FDP: Mit dieser Interpellation sollen Stadtrat und Volk breiter informiert werden. Vielleicht braucht es nach der Beantwortung dieser Interpellation gar keine PUK mehr.

L'urgence est accordée.

202. Motivation de l'urgence du postulat 20140326, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU "Expert Büschi – quelle suite à donner au Département des affaires sociales ?"

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Mit diesem Postulat denkt die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU bereits etwas voraus. Sie möchte auch über den Bericht Büschi vertieft informiert werden.

L'urgence est accordée.

203. Motivation de l'urgence du postulat 20140329, Pablo Donzé, Groupe Les Verts "Publication intégrale du rapport d'enquête"

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts demande l'urgence pour la publication intégrale du rapport d'enquête Hubacher, afin d'obtenir plus de transparence dans toute cette affaire.

L'urgence est accordée.

204. Motivation de l'urgence de la motion 20140324, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste "Le Service de l'intégration doit changer de direction !"

Jean-Quartier Caroline, au nom du Groupe socialiste: Je demande l'urgence de cette motion car il est important, que le Conseil municipal puisse mettre ce dossier rapidement à l'ordre du jour. Pour qu'il puisse avoir plus d'impact, le Service de l'intégration doit rapidement changer de direction. Il s'agit, d'ailleurs, d'une des solutions proposées par Monsieur Hubacher.

L'urgence est accordée.

205. Motivation de l'urgence du postulat 20140331, Pascal Bord, Groupe UDC/Les Confédérés "Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent contribuer davantage au bien de la communauté"

Bord Pascal, Groupe UDC/Les Confédérés: Le postulat en question est un thème très actuel avec des changements potentiels de la Loi cantonale sur l'aide sociale (RSB 860.1). Je demande donc l'urgence, pour permettre que le dossier avance.

L'urgence est accordée.

206. Motivation de l'urgence de la motion 20140325, Ruth Tennenbaum, Passerelle "Pour une organisation moderne de l'Autorité sociale"

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Die Dringlichkeit wird dadurch begründet, dass die Sozialbehörde neu organisiert werden muss. Dies auch im Kontext von allfälligen Anpassungen, die sich aufgrund der Berichte Hubacher und Büschi ergeben (Prozesse IKS, Qualitätsmanagement). Die Organisation der Sozialbehörde ist das wesentliche Element und wird aus meiner Sicht ermöglichen, dass der längst fällige Systemfehler korrigiert werden kann. Ich möchte betonen, dass Passerelle mit dem Vorstoss explizit nicht Personen angreifen will, sondern den Systemfehler beheben will.

L'urgence est accordée.

207. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20140332, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste "Conséquence des postes non demandés au Canton"

et

208. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20140333, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste "Mesures en matière de personnel et question de coût"

Augsburger-Brom Dana, Fraktion SP: In beiden Interpellationen geht es um Fragen zum Bericht Hubacher. In der einen geht es um die zwei Entlassungen und in der anderen um die nicht beantragten, aber vom Kanton bewilligten Stellen, die für uns Fragen aufwerfen, die es dringlich zu behandeln gilt.

L'urgence est accordée aux deux interpellations.

209. Motivation de l'urgence du postulat 20140327, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste "Objectif et limite de temps pour la Délégation du Conseil municipal chargée des affaires sociales"

Augsburger-Brom Dana, Fraktion SP: Dieses Postulat betrifft die gemeinderätliche Delegation Soziales. Die Fraktion SP hat deren Pflichtenheft studiert und kam zum Schluss, dass darin zwei wichtige Aspekte fehlen: einerseits das klare Ziel, dass diese Delegation dereinst wieder aufgelöst wird und zweitens eine Befristung deren Tätigkeit. Es geht ja nicht um eine Umstrukturierung der Direktion und die Massnahme der gemeinderätlichen Delegation soll nicht bis zum Legislaturende weitergeführt werden. Die Fraktion SP macht in ihrem Postulat einen Vorschlag, wie lange die gemeinderätliche Delegation tätig bleiben soll.

L'urgence est accordée.

210. Motivation de l'urgence du postulat 20140330, Salome Strobel, Groupe socialiste "Centre d'éducation routière"

Strobel Salome, Fraktion SP: Im Zusammenhang mit dem Pachtvertrag der CTS S.A. wurde heute gesagt, dass im April das alte Eisstadion geschlossen werde. Das neue Stadion soll aber erst Ende Juli eröffnet werden. Im April und Mai wurde im alten Eisstadion jeweils die Verkehrsschulungsanlage der Polizei aufgebaut. Nun sollte dringend eine Zwischenlösung für die Durchführung der Verkehrsschulung an einem anderen Standort gefunden werden.

L'urgence est accordée.

**211. Motivation de l'urgence du postulat 20140328, Cécile Wendling, FDP
"Place «dépose-minute» sur le côté sud de la gare"**

Wendling Cécile, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die unmittelbar bevorstehende Neugestaltung des Bahnhofplatzes sieht im Bereich Bahnhofplatz und Bahnhofstrasse eine totale Sperrung für den motorisierten Individualverkehr vor. Eine direkte Zufahrt zum Bahnhofsengang wird nicht mehr möglich sein. Durch eine Kiss&Ride Anlage auf der Südseite des Bahnhofs, die nicht in den gleichen Planungssperimeter fällt wie das Projekt Bahnhofplatz, kann und muss der nötige Ausgleich geschaffen werden. Aufgrund der Tatsache, dass die öffentliche Auflage bereits Ende November endet, der Stadtrat aber schon anlässlich seiner nächsten Sitzung über das Projekt Bahnhofplatz berät und die Volksabstimmung dazu für nächsten März vorgesehen ist, ist es unabdingbar, vorgängig zu wissen, ob eine südseitige Zufahrt zum Bahnhof gewährleistet werden kann.

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 20h05 - 21h10

**212. Postulat 20140081, (Hanspeter Habegger) Andreas Sutter,
Groupe PPB/PDC/PBD, "Charge et émoluments du contrôle des
installations de combustion"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Sutter Andreas, Fraktion BVP/CVP/BDP: Ich habe dieses Postulat von Hanspeter Habegger übernommen und schliesse mich seinen Forderungen an. Die Antwort enthält viele rechtliche Aspekte, wonach an der heutigen Regelung nichts geändert werden soll. Trotzdem scheint mir die Schlüsselzahl von CHF 450'000 wichtig, welche die Stadt aufgrund der kantonalen Verordnung über die Kontrolle der Feuerungsanlagen mit Heizöl "Extra leicht" und Gas (VKF, BSG 823.215.1) als Gebühren einkassieren kann. Auf das eigentliche Anliegen dieses Postulats, nämlich Doppelspurigkeiten zu vermeiden, geht der Gemeinderat meines Erachtens nicht ein. Das Anliegen des Postulats ist es, auf doppelte oder dreifache Kontrollen zu verzichten. Es gibt zertifizierte Geräte sowie Firmen und Personen, die solche Messungen vornehmen dürfen. Das ist heute keine komplizierte Angelegenheit mehr. Die KontrolleurlInnen kommen mit einem Koffer, der die nötigen Geräte enthält, bohren ein Loch in den Kamin, halten einen Schnorchel in dieses Loch sowie dasjenige, das die Luft ansaugt und vergleichen dann die beiden Messungen. Das Gerät druckt eine Art Kassenzettel mit den diversen Schadstoffwerten aus. Das machen alle Kontrollinstanzen gleich. Sie verrechnen nur nicht die gleichen Tarife. Die Stadt verlangt CHF 150.- für eine solche Messung. Das ist eigentlich mehr als genug angesichts der aufgewendeten Zeit. Andere Kontrollinstanzen verrechnen in der Regel etwas weniger. Wer so dumm ist und ein Serviceabonnement löst und dann für die gleichen Messungen nochmals zahlt, ist selber schuld. Warum will der

Gemeinderat nicht einen Weg finden, die nicht-städtischen Messungen, die aber mit den gleichen zertifizierten Geräten ausgeführt werden, anzuerkennen? Sehr wahrscheinlich könnte die Stadt für ein reines Attest nicht mehr CHF 150.- verrechnen. Deshalb sagte ich, dass CHF 450'000 so nicht mehr verrechnet werden sollten, auch wenn sie anscheinend kostendeckend erhoben werden und insofern CHF 450'000 auch die Schlüsselzahl dieser Beantwortung ist. **Ich beantrage deshalb, dieses Postulat nicht abzuschreiben.** Der Gemeinderat soll nochmals Mittel und Wege suchen, wie die Messungen durch Dritte getätigt werden können. Schlussendlich werden auch die Bussen im ruhenden Verkehr nicht alle von der Kantonspolizei ausgestellt. Das darf die Gemeinde selber machen. Sie gibt dieses Mandat aber bekanntlich weiter. Es gibt andere Beispiele, die zeigen, dass die Stadt amtliche Handlungen durch Dritte ausführen lässt. Das ist rechtlich durchaus in Ordnung.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Der Gemeinderat ist der Meinung, dass die Stadt diese Prüfung selber durchführen muss, weil sie diesen Auftrag hat. Ich bin in dieser Materie aber nicht wirklich sicher. Deshalb wäre ich einverstanden damit, dieses Postulat noch nicht abzuschreiben und dem Thema nochmals nachzugehen.

Vote

- sur la proposition de Monsieur Sutter d'adopter le postulat mais de ne pas le radier du rôle.

La proposition est acceptée.

213. Interpellation 20140080, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, "Quelle est la politique de la Ville au sujet des personnes souhaitant se soigner de dépendances?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

L'interpellante n'est pas satisfaite de la réponse.

Jean-Quartier Caroline, au nom du Groupe socialiste: Je reste sceptique, voire très sceptique et je ne suis pas satisfaite de la réponse du Conseil municipal. J'aimerais donc revenir sur deux éléments. Malgré la réponse donnée par le Conseil municipal, le questionnaire annexé à mon interpellation contient des questions violant le secret médical. En effet, je pense que lorsque l'on s'enquiert de diagnostics somatiques ou psychiatriques, il ne faut pas me dire que le secret médical n'est pas touché! Même les institutions, qui travaillent et accompagnent ces personnes n'ont pas forcément accès à ce genre de données. L'historique des traitements ainsi que la liste des médicaments n'ont pas à être rendus publics. Le lien de confiance entre le patient et son médecin est un élément important du traitement et fait partie intégrante de la réussite de celui-ci. Ce questionnaire peut mener à l'interruption de cette relation de confiance. De ce fait, la personne qui n'aura plus confiance retombera

dans ses travers consommatoires. N'en déplaise au Conseil municipal, en exigeant des réponses précises à un tel questionnaire, celui-ci met des bâtons dans les roues des personnes qui souhaitent, souvent au bout d'un long parcours et de nombreux de sevrages, enfin se sortir de cette situation de dépendance. Ce n'est pas avec des "Y a qu'à ..." et des "Il suffit que ...", que ces personnes trouveront de l'aide. De plus, au niveau financier, n'est-il pas plus judicieux de financer un accompagnement professionnel post-sevrage, plutôt que de financer cinq, dix, voire plus de sevrages à une personne ayant finalement besoin de quelque chose en plus qu'une aide médicale, à savoir un accompagnement, un projet de vie, un métier ou une occupation? Il est certes tout à fait normal, que la Ville veuille être au courant de la façon dont l'argent des contribuables est dépensé. Néanmoins, cette manière de procéder ne respecte pas la sphère privée des personnes, étant donné que le questionnaire précité est trop intrusif. Il serait important, que la Direction de l'action sociale et de la sécurité retravaille à ce questionnaire, afin de le rendre plus adéquat à la situation. On pourrait, par exemple, attendre de la personne désirant un tel suivi, qu'elle fasse part des arguments la poussant à se faire soigner et à désirer ce type d'accompagnement. D'autres communes sises dans le Canton de Berne travaillent déjà ainsi. À ce rythme-là, en Ville de Bienne, le taux de personnes bénéficiant de l'aide sociale n'est pas prêt de diminuer!

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich bin nicht ganz sicher, ob ich Frau Jean-Quartier richtig verstanden habe. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass die gestellten Fragen beantwortet sind. Die nun von Frau Jean-Quartier vorgebrachten Überlegungen finde ich in der Interpellation nicht. Deshalb kann ich auch nicht weiter darauf eingehen. Sollte die Interpellantin mit der Beantwortung der Fragen nicht zufrieden sein, wäre ich ein anderes Mal froh darum, dies vorgängig zu erfahren. Dann könnte ich nämlich die entsprechenden Abklärungen noch treffen. Wie viel die Abteilung Soziales für die Beurteilung, ob die Behandlung bei einer gewissen Institution gerechtfertigt ist, wissen muss, ist selbstverständlich oft eine Frage der Verhältnismässigkeit und kann von Fall zu Fall unterschiedlich zu beurteilen sein. Die Abteilung Soziales geht aber von einem systematisierten Vorgehen aus. Es kann nicht immer bis ins letzte Detail auf die individuelle Situation eingegangen werden. Vielmehr muss sich die Abteilung Soziales in einem gewissen Rahmen bewegen, damit sie ihre Arbeit bewältigen kann. Gerade solche Abklärungen sind sehr intensiv und brauchen zum Teil viel Zeit. Die Betroffenen sind nicht immer in der Lage, die geforderten Informationen sofort zu liefern. Diese Situation ist sowohl für die Abteilung Soziales als auch für die Betroffenen nicht immer einfach. Gerade die Abteilung Soziales hat aber sicher viel Verständnis für die Nöte der Sozialhilfebeziehenden. Ihr kann kein prinzipieller Vorwurf gemacht werden. Sie nimmt ihre Arbeit ernst und geht auf die Bedürfnisse der Betroffenen ein. Selbstverständlich bin ich offen für eine weitere detaillierte Diskussion. Frau Jean-Quartier, wir können uns gerne einmal zusammensetzen. Ich habe aber im Vorfeld zur heutigen Sitzung nichts von Ihnen gehört und ging deshalb davon aus, dass Ihre Fragen beantwortet sind.

Jean-Quartier Caroline, au nom du Groupe socialiste: Monsieur Feurer, voici mon point de vue quant à vos réponses: d'une part, vous synthétisez trois réponses sur trois centimètres de texte et d'autre part, vous affirmez qu'il s'agit d'une nouvelle procédure correspondant aux consignes cantonales, alors que cela est faux! Le nouveau questionnaire a, en effet, été élaboré par vous et non pas par le Canton. De

plus, ce questionnaire ne peut pas être complété ni par les personnes elles-mêmes, ni par les médecins, ni par les institutions! Le problème réside bel et bien dans le fait, que si les médecins ne peuvent pas compléter ce questionnaire, les personnes concernées ne peuvent pas entrer en post-sevrage. Ces personnes restent dans leur état de dépendance, continuent de percevoir l'aide sociale et contribuent à maintenir élevé le nombre de personnes percevant l'aide sociale. Je pense donc, qu'il est indispensable de retravailler ce questionnaire avec l'aide, si besoin, de professionnels. Il est bien évident, qu'il est possible de demander de répondre à certaines questions, mais de ne pas toucher, comme je l'ai déjà dit auparavant, aux diagnostics, aux listes de traitements ainsi qu'aux médicaments. Cette manière de faire est impossible!

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich nehme diese Rückmeldung gerne entgegen und werde die Thematik nochmals prüfen. Wie gesagt bekam ich weder von Fachpersonen in der Abteilung Soziales noch von medizinischem Fachpersonal die Rückmeldung, der Fragebogen sei heikel. Ich kläre dies aber gerne nochmals ab.

214. Interpellation 20140084, Christoph Grupp, Les Verts, "Le centre-ville de Bienne, une zone interdite?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Grupp Christoph, Grüne: Grundlage dieser Interpellation ist eine persönliche Erfahrung anlässlich der letzten Fasnacht. Die Bieler Innenstadt war grossräumig und über lange Zeit abgesperrt. Etliche sagen, wem an der Fasnacht liege, der könne das akzeptieren. Ich sage: Nur wer närrisch genug ist, kann das akzeptieren. Ich kann es aber so stehen lassen. Was mich aber sehr störte, war das Auftreten der Broncos Security, die mit der Sicherheit betraut war. Broncos Security ist bekannt für teilweise sehr zweifelhafte Einsätze. Es kam schon zu diversen Auseinandersetzungen, bei welchen ihre Mitarbeitenden während eines Einsatzes Rechtstatbestände verletzen. Von mir aus gesehen hat eine solche Organisation in Biel im Sicherheitsbereich nichts zu suchen. Der Gemeinderat scheint nicht im Stande zu sein, dem entgegen zu wirken. Rechtlich ist das wahrscheinlich so. Bei mir bleibt aber ein schales Gefühl zurück. Dass Broncos Security tatsächlich ungeeignet ist, die Sicherheit zu gewährleisten, zeigte sich an meinem Erlebnis. Die Mitarbeitenden bauten eine Drohkulisse auf, waren schlecht informiert und wirkten abschreckend - das ist an einem Fasnachtsanlass sicher nicht angemessen! Noch ein Hinweis an die Organisatoren der Fasnacht: Am PodRing werden auch Badges verkauft. Wer dieses Festival schon besucht hat, kennt die vielen Kinder, die mit den Badges unterwegs sind und es mit viel Charme und Hartnäckigkeit schaffen, dass sicher niemand ohne Badge aus dem Ring geht. Ich bin überzeugt, dass diese Kinder sehr viel erfolgreicher und freundlicher sind, als die wandelnden Muskelpakete der Broncos Security. Mit der Antwort des Gemeinderats bin ich zufrieden. Ich werde aber sicher weiterhin ein Auge auf den sogenannten Ordnungsdienst Broncos Security haben.

Hamdaoui Mohamed, PSR: Je serai très bref mais ne puis résister à la tentation d'ajouter un mot. Je déteste Carnaval et tout ce qui gravite autour (les barbes à papa, les carrousels, les confettis, les gens qui vomissent partout, etc.). Pendant quatre jours, un certain vent de transgression s'installe ainsi qu'une sorte de levée de l'interdiction de la part d'une partie de la population, quelque chose comme une transgression institutionnalisée, très bourgeoise. Il ne s'agit pas de ma transgression préférée, mais j'ai envie de vous dire la chose suivante, Monsieur Grupp, ces heures pendant lesquelles on ne peut pas entrer dans le centre-ville le dimanche, faites comme moi, allez-vous promener en forêt!

215. Interpellation 20140082, Reto Gugger, PBD, "Combien de personnes profitent des offres subventionnées de la Ville de Bienne?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Gugger Reto, BDP: Mein herzlicher Dank gilt allen, die mitgeholfen haben, die umfangreichen Angaben für die Beantwortung dieser Interpellation zusammenzutragen. Ich weiss diese Arbeit sehr zu schätzen. Ich scheiterte schon beim ersten Versuch grandios, diese Zahlen zusammenzustellen. Wahrscheinlich wird der Stadtrat in den nächsten Monaten noch mehrmals auf diese Datenquellen zurückgreifen können. Ich danke auch für die interessante Tabelle, die im Dokument an meine Interpellation anschliesst. Damit keine Missverständnisse entstehen: diese Zahlen habe nicht ich beigelegt. Wahrscheinlich ist es die Mahlzeitenstatistik der Gassenküche.

Subventionen sind für viele Stadtratsmitglieder ein sehr emotionales Thema. Ich werde deshalb versuchen, so objektiv wie möglich zu bleiben. Ursprünglich war ich mit der Beantwortung aus folgenden Gründen nicht zufrieden: Erstens geht aus der Antwort des Gemeinderats nicht hervor, seit wann Subventionen ausbezahlt werden. Frage 3 der Interpellation ist demnach nicht beantwortet. Zweitens sind meiner Meinung nach nicht alle subventionierten Institutionen aufgeführt. Die grössten Lücken weist die Direktion Soziales und Sicherheit auf. Dort fehlen unter anderen die Nutzungszahlen zu sämtlichen Beschäftigungsmassnahmen für die soziale Integration. Für diese beiden Kritikpunkte konnte mir der Gemeinderat aber in der Zwischenzeit plausible Gründe nennen. Zusätzlich ist mir aufgefallen, dass die Bezeichnungen der Institutionen innerhalb der Verwaltung sehr uneinheitlich gehandhabt werden. So heisst der Subventionsempfänger im Budget "Alpenblick Ferienheim" und in der Jahresrechnung "Ferienkolonie Bözingen". Der "Espace Culturelle" erscheint im Stadtjargon ferner üblicherweise unter "Rennweg 26".

Ich bitte den Stadtrat, nun nicht einer grossen Versuchung zu erliegen. Aus der Zusammenstellung des Gemeinderats sollten keine voreiligen Schlüsse gezogen werden. Gewisse angegebene Zahlen müssen hinterfragt werden, bevor Vergleiche angestellt werden können. So ist beispielsweise bei der Zauberlaterne die Anzahl eingeschriebener Kinder angegeben, bei den Theatern oder beim Festival du Film Français d'Hélie (FFFH) aber die Anzahl Eintritte pro Vorstellung. Das kann zu

Fehleinschätzungen führen. Eine wichtige Zahl möchte ich zum Schluss noch erwähnen: CHF 15 Mio.. Diese Zahl findet nur, wer den Taschenrechner zu Hilfe nimmt. Es ist nämlich die ungefähre Gesamtsumme aller Subventionen. Dieser stattliche Wert entspricht in ungefähr den Liegenschaftserträgen des Finanzvermögens. In der Zwischenzeit bin ich mit der Beantwortung zufrieden.

Dunning Samantha, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste pense, qu'il est tout à fait légitime que Monsieur Gugger s'interroge quant à l'utilité de certaines subventions octroyées par la Ville de Bienne, surtout maintenant que le Conseil municipal doit proposer des mesures d'économie. Notre groupe est cependant sceptique quant aux questions posées dans l'intervention. L'interpellant pose uniquement des questions sur l'utilisation des offres, que la Ville de Bienne soutient au moyen de subventions et demande un aperçu des différentes subventions et des contrats de prestations, afin de savoir combien de personnes profitent de ces offres. Mais, finalement il n'est pas intéressé au contenu de ces différentes subventions. Donc, on peut entrevoir une claire volonté de supprimer certaines subventions. Le Groupe socialiste ne s'oppose fondamentalement pas à la suppression de celles-ci, mais ne veut pas le faire uniquement dans le but de faire des économies. La suppression tout comme l'introduction de nouvelles subventions doivent être réglées en suivant une logique stratégique. Le Conseil municipal doit donc octroyer des subventions selon la politique qu'il souhaite conduire en Ville de Bienne et selon les points forts qu'il définit au sein des différentes directions. D'ailleurs, le nombre d'utilisateurs et d'utilisatrices, le montant des subventions et les partenaires contractuels des institutions ne suffisent pas à définir, de façon neutre, l'utilité de l'offre et donc le subventionnement par la Ville.

Les autres paramètres à prendre en compte sont nombreux:

- Un besoin est-il ressenti par la population?
- L'offre correspond-elle à la politique menée par la Ville de Bienne?
- Existe-t-il déjà une offre similaire?
- L'offre complète-t-elle les services déjà proposés par la Ville?
- La Ville peut-elle déléguer un certain nombre de tâches à une institution?
- L'institution nécessite-t-elle de l'aide financière de la Ville, pour mener à bien ses offres?
- La Ville peut-elle aider autrement que par des subventions?

Mais finalement, c'est au Conseil municipal et à ses collaborateurs(trices) spécialisé(e)s dans les différents domaines de réfléchir à ces différentes manières et de gérer les subventions octroyées aux institutions. Le Groupe socialiste demeure donc confiant quant aux propositions du Conseil municipal en matière de subventions et est curieux de voir les mesures d'économie, que celui-ci proposera.

Paronitti Maurice, PRR: Les statistiques et les chiffres ne sont pas forcément parlants ou concluants. Pour ma part, je me limiterais à des chiffres que je connais bien, à savoir ceux de la Bibliothèque de la Ville. La réponse du Conseil municipal parle de 24'422 utilisateurs. Or, comme disaient Madame Dunning et Monsieur Gugger, on est loin, très loin du compte. En effet, 24'422 est le nombre des abonnés, qui empruntent chaque année en moyenne 500 000 médias. Mais, si l'on regarde les chiffres des utilisateurs et utilisatrices des diverses offres que propose la Bibliothèque (une institution ouverte 52 heures par semaine) on arrive à presque 350'000

personnes, en raison du fait que la bibliothèque n'est depuis longtemps plus un dépôt de médias, mais est devenue un lieu d'études, d'information, de rencontre et de manifestations diverses. La demande de la part du public est donc manifestement forte. Les conclusions ne peuvent donc pas être tirées à partir du nombre d'abonnés. Il s'agit là effectivement d'un constat, dont il faudra tenir compte lors des futurs débats annoncés relatifs aux structures de l'offre municipale. Ceci dit, si ce n'est pas encore fait, abonnez-vous ou réabonnez-vous et venez nous voir plus souvent! Cela fera un grand bien à cette "Vieille Dame", qui aura 250 ans l'année prochaine.

Frank Lena, Grüne: Die Interpellation reduziert die verschiedenen Angebote auf ein rein monetäres Niveau. Die aufgeführte Tabelle ist kaum brauchbar, denn in dieser werden Äpfel mit Birnen verglichen, wie zum Beispiel die Pro Senectute und das AJZ (was in einem anderen Kontext eine durchaus interessante Mischung sein könnte...). Wie Frau Dunning bereits sagte, werden nicht alle Aspekte berücksichtigt. Was ist zum Beispiel mit den ZuschauerInnen der Bieler Laufstige? Diese werden kaum in den angegebenen 6'000 Personen enthalten sein. Hören Sie also auf, Zahlen aus dem Kontext zu reißen und in irgendeiner Tabelle aufzuführen, ohne den Nutzen der Angebote wirklich zu prüfen. Dieser kann nicht allein auf den wirtschaftlichen Aspekt reduziert werden. Somit kann die Frage des Interpellanten gar nicht abschliessend beantwortet werden. Eine Evaluation ist kaum möglich und beschäftigt nur die Verwaltung.

Hadorn Werner, SP: Ich habe auch noch eine kleine, aber nicht unwichtige Korrektur anzubringen. Ich finde es an und für sich auch verdienstvoll, dass diese Tabelle zusammengestellt wurde. Sie ist aber ungenau und kann in der Spardiskussion zu völlig falschen Schlüssen verleiten. Wenn es einem Stadtrat gelingt, aus einer "Affäre Feuer" eine "Affäre Reusser" zu machen, muss man schon aufpassen... Ich beziehe mich auf Seite 4 der Beantwortung. In der Tabelle "Zuständigkeitsbereich der Direktion Soziales und Sicherheit" wird Casanostra erwähnt. Es steht, die Subvention betrage CHF 60'000 und es gebe 13 Nutzniessende. Ich bin im Vorstand dieses Vereins. Diese Zahlen sind natürlich Unsinn. Casanostra erfüllt eine wichtige Aufgabe, die in den meisten anderen Städten von der öffentlichen Hand übernommen wird. Casanostra bietet nämlich Wohnungen für Personen mit Problemen und Notwohnungen an. Soviel ich weiss, sind die CHF 60'000 nur für die Kosten der Notwohnungen gedacht. Diese sind aber nur ein sehr kleiner Teil der Aktivitäten von Casanostra. So beschäftigt der Verein übrigens auch einige Mitarbeitende. Die in der Beantwortung erwähnten Zahlen können jedenfalls falsch verstanden werden.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Les tableaux peuvent être une passion! Avec des chiffres et des statistiques, il est possible de faire des tableaux de toutes sortes. Excusez-moi pour cette provocation, mais je pourrais dire: *"Tiens, faisons une table sur le nombre d'heures, que l'Administration consacre pour répondre aux interventions parlementaires!"* Suit ensuite une comparaison entre les interventions parlementaires et le nombre d'heures qu'il a fallu travailler, pour aboutir à la réponse jugée utile. Il est bien évident, que les chiffres sont sujets à interprétation et que toute la vérité ne se trouve pas dans ceux-ci, comme cela a justement été rappelé. Je trouve effectivement utile, que cette vérité soit rappelée.

Le nombre d'utilisateurs et d'utilisatrices ne révèle pas tout de la valeur et de la qualité des institutions subventionnées par la Ville de Bienne. L'élaboration de la liste

des institutions bénéficiaires a demandé pas mal de travail. Malgré que ces quelques pages aient l'air de rien, il a fallu les compiler. Cette élaboration s'est révélée très intéressante et a permis d'acquérir une vue synthétique et rapidement consultable des associations et des groupements pour lesquels la Ville s'engage. Selon ce point de vue, vous tenez entre les mains un document de référence, qui vous permet de vous faire une idée de ces différentes institutions.

Le Conseil municipal a souhaité vous présenter les chiffres les plus fiables possibles. J'ai dû mettre le stop sur certaines dates, car mes collaborateurs et collaboratrices souhaitaient fouiller dans les archives la date du début du subventionnement de certaines institutions, donnant lieu à un travail digne de celui d'un historien. Ils et elles ont donc renoncé à ces recherches jugeant la procédure quelque peu excessive et ont donc cherché à apporter les chiffres les plus fiables possibles, qui demeurent néanmoins encore sujets à interprétation, comme le montre l'exemple de la Bibliothèque de la Ville. Lorsque les institutions ont été questionnées, elles ont donné des chiffres en général. Mes collaborateurs et collaboratrices ont essayé de vous livrer des données plus ou moins objectives. Au vu de cela, je vous invite donc à étudier les chiffres en question, mais à ne pas vous focaliser sur ceux-ci, notamment au cours des réflexions qui se tiendront au cours des prochains mois.

216. Interpellation urgente 20140190, Salome Strobel, Groupe socialiste, "État du projet d'assainissement durable des finances communales en vue du budget 2015"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Strobel Salome, Fraktion SP: Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort, von der ich befriedigt bin. Trotzdem habe ich noch zwei Bemerkungen:

1. Warum kommt diese Antwort erst jetzt und nicht vor einem Monat zusammen mit dem Budget? Wäre die Frist eingehalten worden, hätte die Antwort themengerecht behandelt und effektiv verwendet werden können. Der Titel lautet ja auch: «Stand nachhaltige Haushaltsanierung im Hinblick auf das Budget 2015»...
2. Gab es nicht schon früher Warnsignale oder Anzeichen, dass die Methode des Benchmarkvergleichs nicht funktioniert? Weshalb stoppte der Gemeinderat dieses Projekt nicht früher? Ich gehe davon aus, dass insbesondere bei der Finanzdirektion viel Zeit in dieses Projekt investiert wurde, bevor die Vorgehensweise überarbeitet wurde. Diese Zeit hätte sicher auch anders eingesetzt werden können.

Ich bin gespannt auf die Begründungen...

Briechele Dennis, Fraktion GLP: Auch in der Fraktion GLP gab dieser Vorstoss Anlass zu Diskussionen. Wie das ganze Projekt nachhaltige Haushaltsanierung bisher gehandhabt wurde, wirft Fragen auf. Insbesondere fragt sich die Fraktion GLP, weshalb viele Probleme erst so spät erkannt wurden. Konkret stellen sich für die Fraktion GLP noch zwei Fragen:

1. Zu welchem Zeitpunkt musste der Gemeinderat zur Kenntnis nehmen, dass das Benchmarking nicht wie gewünscht durchzuführen ist? Hätte das nicht schon früher festgestellt werden können?
2. Wessen Idee war das Benchmarking? War es Teil des Angebots von Prof. Müller oder war es der Wunsch des Gemeinderats?

Steidle Silvia, directrice des finances: Permettez-moi (une fois n'étant pas coutume), de citer l'Ancien Testament et de dire: "Rien de nouveau sous le soleil". Diverses questions posées sont des questions auxquelles j'ai déjà longuement répondu dans le cadre des discussions budgétaires et aussi dans le cadre des discussions relatives au plan financier. Il n'y a pas, ici, de nouvelles questions apportant un élément nouveau, qui auraient pu permettre de décider différemment sur le budget, du moins qui n'aurait pas amené une explication nouvelle pour le plan financier. Ces sujets ont déjà été ici discutés au Conseil de ville et j'ai pris la parole à plusieurs reprises. Pourquoi cette date? La seule réponse que je puis vous donner, Madame Strobel, est qu'il s'agit de la date qui nous a été donnée et qui se trouve, de ce fait, sur vos tables. Donc, "Rien de nouveau sous le soleil"! J'aimerais tout de même répondre aux deux questions de Monsieur Briechle:

1. Le Conseil municipal a traité l'affaire le 19 juin 2014, c'est à dire une semaine avant le dépôt de cette intervention. C'est à ce moment-là que nous avons décidé de changer de méthode et d'aller sur la méthode que nous poursuivons maintenant.
2. Non, la méthode n'a pas été demandée par le Conseil municipal, mais a été proposée par le Prof. Müller, sur la base de ce qu'il avait déjà fait dans le Canton de Berne. Par contre, la méthode utilisée maintenant par la Direction des finances pour préparer le paquet, que vous aurez à discuter à la séance du Conseil de ville d'avril a été proposée et développée par le Conseil municipal.

Pichard Alain, GLP: Habe ich richtig verstanden, dass Herr Müller das Angebot für ein Benchmarking machte ohne zu wissen, dass das im Kanton Bern gar nicht geht? Das kann ich fast nicht glauben...

Steidle Silvia, directrice des finances: Monsieur Pichard, je dois corriger vos propos. Le Prof. Müller savait que cette méthode jouait pour le Canton de Berne, mais ne savait pas si celle-ci était applicable à la Ville de Bienne. La méthode dépend des données du système informatique cantonal de statistique financière (FINSTA). C'est à dire, que le Prof. Müller a proposé une méthode, mais qu'il a laissé le choix à la Ville de vérifier avec les communes avoisinantes faisant partie du Benchmarking (Berne, Thouné, Köniz) si ces données sont comparables. La Direction des finances a donc accompli ce travail de comparaison des chiffres, ensemble avec les autres directions, depuis le début de cette année afin de voir, si ces chiffres sont finalement utilisables pour fixer des objectifs d'économie. Le Prof. Müller a pu appliquer cette méthode pour le Canton de Berne. Pourquoi cette méthode était-elle applicable? Parce que les données des cantons sont de meilleure qualité que celles des communes. Raison pour laquelle, ladite méthode était applicable pour le Canton de Berne et non pas pour la Ville de Bienne.

217. Motion 20140107, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, "L'avenir du financement des investissements"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Es geht nicht nur Herrn Bohnenblust so, dass ihm die besten Ideen nachts kommen. Mir geht es häufig auch so, manchmal nach einem schönen Traum und manchmal nach einem Albtraum. Vorliegend war es eher zweites. Was will dieser Vorstoss? Eine Stadt, die eine Zukunftsperspektive haben will, braucht Investitionen. Ohne Investitionen gibt es keine Stadtentwicklung. Die allermeisten Investitionen in die Stadtentwicklung kosten sehr viel. Der vorliegende Vorstoss will, dass sich der Gemeinderat überlegt, wie er in Zukunft ein Gefäss schaffen kann, über welches solche Investitionen finanzieren kann.

Was war meine Motivation für diese Motion? Mir wurde klar, dass alle Entwicklungsprojekte der letzten 20 Jahre über Spezialfinanzierungen abgewickelt wurden. Sondereinnahmen wurden für Projektideen zurückgestellt. Daraufhin wurden Projekte erarbeitet, für deren Realisierung dieses Geld gebraucht wurde. Die Projekte waren gut und das Volk hat sie angenommen. So konnte sich die Stadt entwickeln. Es ist unvorstellbar, wo Biel heute wäre, gäbe es das Hilfsmittel der Spezialfinanzierungen nicht. Wahrscheinlich gäbe es keinen Zentralplatz, keine Neugestaltungen entlang der Schüss, keinen Seeuferweg, keine Stadien. Es ist nicht einmal sicher, dass es die Expo.02 gegeben hätte. Für mich wäre das ein Albtraum.

Zur Frage, ob der Vorstoss als Motion oder als Postulat überwiesen werden sollte: Der Gemeinderat ist bereit, den Vorstoss als Motion entgegenzunehmen. Er hätte auch eine Umwandlung in ein Postulat beantragen können. Der Gemeinderat sah aber wohl ein, dass diese Frage so grundsätzlich ist, dass er gar nicht um eine Antwort dahingehend herumkommt, wie seine Finanzstrategie für zukünftige Investitionen aussehen soll. Ansonsten würde er riskieren, dass es in Biel zu einem Stillstand käme. Ich danke dem Gemeinderat dafür, dass er das eingesehen hat. Die einzige kritische Frage, die ich noch stellen könnte, wäre: weshalb hat er den Auftrag zur Bearbeitung dieser Motion nur der Finanzdirektion erteilt? Es geht ja nicht nur um die Finanzen, sondern auch um die Stadtentwicklung. Ich nehme aber an, dass die Harmonie zwischen der Präsidial- und Finanzdirektion so gut ist, dass die Antwort wohl nicht anders ausgefallen wäre.

Zum Schluss noch eine politische Gewichtung: Ich verstehe Herrn Peter Bohnenblust, wenn er mit diesem Vorstoss Mühe hat. Er kämpft an vorderster Front gegen die Spezialfinanzierungen. Es geht um 30 Konten mit einem Gesamtbestand von CHF 155 Mio.. Da ist der Vorwurf von Intransparenz nicht weit. Den Ruf nach Abschaffung der Spezialfinanzierungen finde ich aber gefährlich. Die Investitionspolitik darf nicht der Transparenz geopfert werden. Es muss vielmehr ein Weg gefunden werden, der eine bessere Transparenz zwischen den Konten, sicher aber eine langfristige Stadtentwicklung garantiert. Das ist das Ziel dieser Motion.

Meinen Vorstoss empfinde ich nicht als politisch linkslastig. Er hat eher liberale Wurzeln, denn er regt an, eine Lösung zu suchen, ohne eine Vorgabe zu machen.

Wie die Lösung aussehen soll, wird völlig offen gelassen. Ich danke dem Stadtrat, wenn er meine Motion unterstützt.

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Der vorliegende Vorstoss will die Öffnung der Spezialfinanzierungen auch in Zukunft sicherstellen. Die Motion lässt offen, ob weiterhin Spezialfinanzierungen nötig sind, um das unbestrittene Ziel, auch zukünftig Investitionen für unsere Stadt tätigen zu können, zu erreichen. In der Begründung wird aber direkt auf die Spezialfinanzierungen Bezug genommen. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU findet, dass die Spezialfinanzierungen in Zukunft wesentlich restriktiver verwendet werden müssen. Gezielte Beschönigungen oder Verschlechterungen des Rechnungsergebnisses mittels Spezialfinanzierungen mögen wirtschaftspolitisch sinnvoll sein, sie sind gegenüber dem Volk aber moralisch nicht vertretbar. Für Investitionen braucht es keine Spezialfinanzierungen, denn grosse Investitionen belasten die Erfolgsrechnung nicht nur in einem einzigen Jahr.

Zu den Argumenten im Einzelnen: Wenn die Motion nur auf konkrete Investitionen zielte, wäre der Vorwurf unberechtigt, sie wolle den Spielraum einzelner Gemeinderäte einschränken. Um es deutlich zu sagen: heute wird die Stadt wie eine AG geführt, indem zugunsten stabilerer Rechnungsergebnisse die Spezialfinanzierungen belastet werden. Wie Herr Baltzer richtig gesagt hat, ist das aus finanzpolitischer Optik betrachtet ein durchaus bürgerliches Anliegen. Sondereffekte in beide Richtungen können aufgefangen werden. Darunter leidet aber die Transparenz des Rechnungsergebnisses. Das wird aus der aktuellen Budgetvorlage ersichtlich, die das Volk eigentlich für dumm verkauft. Das ausgewiesene Defizit ist nicht das reale Defizit ohne aktive Beschönigungen mittels Spezialfinanzierungen. In diesem Sinn fordert der Motionär den Stadtrat auf, weiterhin zu schummeln.

Für die Erreichung des Ziels, das die Motion verfolgt und das die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU uneingeschränkt teilt, braucht es die Spezialfinanzierungen nicht. In die Zukunft zu investieren bedeutet nicht, fiktives Geld auf die Seite zu legen. In der Bilanz stehen die Vermögen auf der einen Seite und die Verbindlichkeiten auf der anderen. Damit sich beide die Waage halten, wird zu den kurz- und langfristigen Verbindlichkeiten das Eigenkapital dazugerechnet. Die Spezialfinanzierungen entsprechen teilweise unbekanntem langfristigen Verbindlichkeiten. Darunter fallen die Spezialfinanzierungen, die durch übergeordnetes Recht vorgesehen sind und sozusagen als Reserven dienen. Es gibt aber auch Spezialfinanzierungen, die eigentlich zum Eigenkapital gehören. Sie können jederzeit durch Änderung oder Aufhebung des entsprechenden Reglements in Eigenkapital umgewandelt werden. Was ist "Eigenkapital"? Es zeigt, wie viel Defizit die Stadt noch schreiben kann, bevor sie sich wirklich verschuldet, bevor also die Werte, die ihr gehören und die sie nicht verkaufen kann, kleiner sind als die Verbindlichkeiten. Ist das Eigenkapital hoch, werden Steuern gesenkt, schwindet es, werden die Steuern erhöht. An diesem Punkt wird es politisch. Investitionen erhöhen die Bilanzsumme. Es werden aber auch Werte geschaffen, beispielsweise ein Stadion. Das schlägt in der Soll-Seite der Bilanz zu Buche, denn es entstehen dadurch auch Verbindlichkeiten, im Fall des Stadions beispielsweise auf der Haben-Seite der Bilanz eine Spezialfinanzierung für eine langfristige Verbindlichkeit. Damit verringert sich in der Realität das Eigenkapital. Investitionen belasten über Abschreibungen, Zinsen und Unterhalt die laufende Rechnung. Dadurch werden weitere mögliche Investitionen wesentlich eingeschränkt.

Die Stadt handelt einmal und trägt dann langfristig die Lasten. Das ist richtig, solange die Handlungsfähigkeit künftiger Generationen dadurch nicht eingeschränkt wird. Auch an diesem Punkt wird es politisch kompliziert. Darauf will ich hier aber nicht eingehen. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU findet aber, dass für zukünftige Investitionen keine Spezialfinanzierungen nötig sind. Dass sich der Gemeinderat mit den Spezialfinanzierungen unter HRM II wird auseinandersetzen müssen, ist sicher - mit oder ohne Motion. Unter dem Strich ist diese Motion gar nicht nötig. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU vermutet, dass sie einige der unsäglichen Spezialfinanzierungen über HRM II hinaus retten soll. Dafür ist sie aber ungeeignet. Der Vorstoss kann ohne Schaden und ohne Gewinn abgelehnt, aber auch erheblich erklärt werden. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU stimmt ihm als Postulat zu.

Freuler Fritz, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne unterstützt die Motion, und zwar nicht weil sie nichtssagend oder liberal wäre, sondern weil ihr Anliegen sehr vernünftig ist. Die städtische Finanzpolitik der letzten Jahre kann in vielerlei Hinsicht kritisiert werden, gerade wenn ich an die Budgetdebatte zurückdenke oder an die fehlenden finanziellen Mittel für die Instandhaltung der Schulhäuser, also mangelndes Eigenkapital. Gerade Spezialfinanzierungen können im Rückblick aber nicht kritisiert werden, denn sie haben es ermöglicht, Investitionen zu tätigen, die sonst undenkbar gewesen wären. Deshalb ist das Anliegen der Motion sehr berechtigt. Allerdings ist es tatsächlich sehr politisch. Wenn die Stadt in Zukunft keine Möglichkeit mehr hat, zugunsten von konkreten Investitionen und Projekten Rückstellungen, Spezialfinanzierungen oder - wie es neu heissen wird - Gewinnvorwegnahmen zu tätigen, erfolgen keine Investitionen mehr. Ich behaupte: hätte die Stadt in den letzten Jahren diese Spezialfinanzierungen nicht gebildet, wäre im Stadtrat beantragt worden, die Steuern zu senken. Damit wäre noch weniger Eigenkapital geäufnet worden. Das ist genau das Umgekehrte von Sparpolitik. Im Stadtrat ist häufig von Sparpolitik die Rede. Die Spezialfinanzierungen sind eine Möglichkeit, Sparpolitik zu betreiben und dienen der langfristigen Entwicklung der Stadt.

Bohnenblust Peter, FDP: Zu HRM II und zum Votum von Herrn Freuler sage ich lieber nichts. Herr Baltzer sprach mich persönlich an und verdient eine Antwort. Ich möchte drei Punkte festhalten:

1. Ich habe nie die totale Abschaffung der Spezialfinanzierungen verlangt. Diese Mär muss hier widerlegt werden.
2. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU hat eine Umwandlung aller Spezialfinanzierungen verlangt, die Konsumausgaben vorsehen sowie die Auflösung der Spezialfinanzierungen «Steuern juristische Personen» und «Steuern natürliche Personen» (SGR 660.91 / SGR 660.92).
3. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU will mehr Transparenz bei den Spezialfinanzierungen. Diese ging in den "guten Zeiten" verloren, als zu viele Spezialfinanzierungen für Konsumausgaben geschaffen wurden.

Es muss unterschieden werden zwischen Spezialfinanzierungen für Konsumausgaben und solchen für Investitionen. Für Investitionen sind solche Vorfinanzierungen auch weiterhin möglich und sinnvoll. Deshalb verlangt die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU Transparenz und einen sparsamen Umgang mit Spezialfinanzierungen. Ich bitte, mir nicht zu unterstellen, ich hätte etwas gegen alle Spezialfinanzierungen, denn es gibt durchaus sinnvolle.

Haueter Joël, SVP: Ob Spezialfinanzierungen gut oder schlecht sind, kann nicht abschliessend beantwortet werden. Es gibt durchaus sinnvolle Spezialfinanzierungen. Einige dienen einfach als Reserve, die in guten Jahren angelegt wurde. Aber Spezialfinanzierungen sind in jedem Fall gefährlich. Ich versuche dies kurz zu illustrieren: Wenn jemand CHF 50.- spendet für den Fall, dass Herr Ogi für eine gute Tat ausgezeichnet werden soll, werden die CHF 50.- zurückgestellt. Sie bleiben aber nicht einfach auf einem Konto, bis Herr Ogi dieses Geld erhält. Weil aus finanzpolitischen Gründen auch die Zinsen auf Fremdkapital minimiert werden sollen, werden die CHF 50.- ausgegeben, um andere Ausgaben zu tätigen. In der Buchhaltung erscheinen sie aber weiterhin. Dadurch entsteht der Eindruck, diese CHF 50.- seien effektiv vorhanden. Wenn Herr Ogi nun für eine gute Tat ausgezeichnet wird, sind die ihm zustehenden CHF 50.- nicht mehr physisch vorhanden, sondern müssen wieder beschafft werden. Genau deshalb sind Spezialfinanzierungen gefährlich. Der Stadtrat hat immer das Gefühl, das Geld sei real noch vorhanden. Das ist einer der Gründe, weshalb die Verschuldungssituation der Stadt momentan so katastrophal ist. Derzeit zahlt die Stadt CHF 18 Mio. Passivzinsen für Fremdkapital. Das ist ein sehr hoher Betrag. Die Spezialfinanzierungen sind mit ein Grund dafür, weshalb die städtischen Schulden so hoch sind. Deshalb ist Vorsicht walten zu lassen. Einige Spezialfinanzierungen machen aber durchaus Sinn.

Freuler Fritz, Grüne: Herr Haueter, Sie vergleichen die Stadt ja häufig mit einem privaten Unternehmen. Ein solches muss Amortisationen vornehmen, Rückstellungen und Abschreibungen tätigen. Das Geld bleibt auch dort nicht einfach auf dem Konto. Das Vermögen erschliesst sich nicht einfach aus der Liquidität. Wenn die Stadt eine Spezialfinanzierung hat, ist klar, dass dieses Geld nicht liquid sein kann, sondern finanziert werden muss. Ihre Erklärung finde ich etwas demagogisch, denn das ist üblich. Nun habe ich noch eine Frage an Herrn Bohnenblust: ist das Schachfestival, das ich sehr toll finde, eine Konsumausgabe...?

Baltzer Niklaus, SP: Ich möchte eigentlich das Anliegen meiner Motion nicht auf die finanztechnische Ebene reduzieren. Der Ruf nach Transparenz kann stehengelassen und nach Lösungen gesucht werden. Wenn ich Herrn Bohnenblusts Votum richtig verstehe, sind verschiedene Lösungen möglich, um das Problem an der Wurzel zu packen. Klar ist, dass es sich nicht nur um ein finanztechnisches Problem handelt.

Arnold Marc, SP: Ich möchte mich nicht zu Sinn oder Unsinn von Spezialfinanzierungen äussern. Ich unterstütze den Antrag des Gemeinderats, die Motion erheblich zu erklären. In der Beantwortung steht, dass die Spezialfinanzierungen auch unter HRM II unverändert weitergeführt werden können. Das finde ich eine gewagte Aussage, die ich anzweifle. Ich möchte aber wissen, bis wann der Gemeinderat gedenkt, diese Motion umzusetzen. Dabei denke ich an die Debatte von voraussichtlich nächstem April zur Aufgaben- und Leistungsüberprüfung und eventuellen Steuererhöhung. Ich hoffe, dass die in der Motion gestellten Fragen bis April 2015 oder sogar früher geklärt sein werden.

Steidle Silvia, directrice des finances: Je n'aimerais pas me répéter, mais ici aussi, je dois hélas dire: "Rien de nouveau sous le soleil". Pour la question des financements spéciaux, le Conseil de ville devra en débattre lors d'une prochaine séance. En vertu de l'art. 87 de l'Ordonnance sur les communes (OCo; RSB

170.111), il sera possible de maintenir les financements spéciaux actuels, voire en créer de nouveaux après l'introduction du MCH2. Qu'est-ce un financement spécial? Il s'agit d'un fonds de réserve affecté à une tâche particulière et l'organe compétent pour en décider, c'est vous, Mesdames, Messieurs du Conseil de ville. Concernant ces financements spéciaux, on pourrait dire qu'on les garde tels qu'ils sont aujourd'hui (il y en a plus de 30) et on pourrait continuer de la sorte également après le 1^{er} janvier 2016. Cependant, il y a des financements spéciaux, qui n'ont plus bougé depuis des années. Le Conseil de Ville a décidé d'attribuer des fonds pour des tâches particulières, qui n'ont pas eu lieu. Donc, il y a d'autres financements spéciaux vides, qui n'ont pas été repourvus par des nouveaux moyens ou ayant été utilisés aux fins décidées par le Conseil de ville. Pour cette raison, la Direction des finances travaille pour présenter des propositions au Conseil de ville et par la même occasion, rendre plus précis certains règlements, qui ont été retravaillés, car ils n'étaient pas assez concrets et ne permettaient aucune transparence. En effet, parfois la Ville pourrait se servir sur le compte courant, voire sur le financement spécial, car les règlements sont quelque peu flous.

Oui Monsieur Arnold, avant le débat relatif à l'assainissement des finances, le Conseil municipal reviendra avec un paquet, qui permettra d'obtenir une vue d'ensemble sur tous ces financements spéciaux, respectivement sur les moyens à disposition dans les fonds propres et sur ce qui reste dans les financements spéciaux.

Monsieur Baltzer, il ne s'agit pas ici d'une question technique. Il serait possible de continuer avec des financements spéciaux. La question est d'ordre financier: comment repourvoir et comment mettre des fonds dans ces financements spéciaux. Avec MCH2, il sera plus possible de faire des gains comptables. Il faut donc compter sur les excédents de recettes pour pouvoir amener des nouveaux fonds dans les financements spéciaux. Voici le défi du Conseil municipal: pourra-t-il, ces prochaines années, compter sur des excédents de recettes, qui permettront d'attribuer des réserves à des tâches supplémentaires? Le défi n'est donc pas d'ordre technique, mais financier. Et pour terminer, pourquoi la Direction des finances? Je vous dirais, que ce n'est pas une réponse de la Direction des finances, mais du Conseil municipal. Pour les questions d'ordre financier, par contre, c'est la Direction des finances qui est responsable.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter la motion

La proposition est acceptée.

218. Motion 20140193, Andreas Bösch, Les Verts, "Placer l'industrie horlogère devant ses responsabilités"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 13)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Vu l'absence de Monsieur Andreas Bösch, la demande a été faite de reporter le traitement de cette motion à une prochaine séance.

Kaufmann Stefan, FDP: Wurde die Verschiebung dieses Geschäfts unter Traktandum 1 beantragt? Dann hätte ich nicht aufgepasst... Die Traktandenliste wurde genehmigt und der Stadtrat hat sich daran zu halten. Wenn Traktandum 9 nicht verschoben worden ist, müsste es behandelt werden.

219. Motion d'ordre

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts présente une motion d'ordre pour demander le report de la motion 20140193, "Placer l'industrie horlogère devant ses responsabilités" d'Andreas Bösch du fait de son absence. Il a oublié de le faire lui-même!

Vote

La motion d'ordre est acceptée.

220. Interpellation 20140105, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, "Mise en oeuvre de la CRTU Bienne-Seeland"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 14)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Je ne vais pas m'éterniser. Je suis satisfait de la réponse du Conseil municipal, mais pas satisfait sur le fond. J'aurais voulu savoir un peu plus en détail si les communes faisant partie des Conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) Bienne-Seeland et particulièrement si la Ville de Bienne voyait le besoin d'optimiser ses structures internes en vue de la prochaine génération de la CRTU et des prochains projets d'agglomérations. Mais à ce niveau, la collaboration est jugée satisfaisante et la réponse est donc utile et réjouissante et j'espère qu'elle est partagée par toutes les communes de la CRTU.

221. Interpellation 20140106, Natasha Pittet et Mélanie Pauli, PRR, "Aide sociale biennoise, quels montants?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 15)

Les interpellantes sont satisfaites de la réponse.

Pauli Mélanie, PRR: Je ne ferai pas trop long non plus. Madame Pittet et moi-même sommes satisfaites de la réponse du Conseil municipal, mais pas entièrement sur le fond. Nous constatons, que la Ville ne dépasse pas les prescriptions cantonales s'agissant des chiffres de l'aide sociale, ce qui nous rassure. Un petit bémol toutefois; il nous reste deux points d'interrogation concernant les montants alloué par la Ville de Bienne.

1. Pour quelles raisons y a-t-il une telle différence entre la Ville de Bienne et les communes avoisinantes s'agissant des loyers pour les familles de plus de quatre personnes?
2. La Ville s'assure-t-elle que ces montants ne sont pas surfaits? C'est-à-dire, que les propriétaires demandent le montant maximum du loyer alloué pour l'aide sociale, alors que le logement en vaut beaucoup moins. Si la réponse est oui et s'il y a un contrôle, alors comment celui-ci se passe-t-il?

Freuler Fritz, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne möchte für diese Interpellation danken. Rund um die Sozialhilfe ranken sich viele Geschichten, was unterstützt und vor allem zu viel unterstützt wird. Nun wird klar, wie viel tatsächlich ausbezahlt wird. Wahrscheinlich muss kein Stadtratsmitglied mit einem so kleinen Budget leben. Zu den 11% von Sozialhilfeunterstützungsbeiträgen für Kleidung zählen beispielsweise auch Schuhe...

Sylejmani Ali, PSR: Ce n'est pas pour provoquer, mais un metteur en scène américain disait: *"Je ne connais pas les questions, mais j'ai la réponse"*. Il parlait de sexe! Ici, sur ce sujet, je connais le besoins, mais je n'ai pas d'argent. Et on parle d'argent. Je lisais, il y a quelques jours dans le journal, que nous vivons dans le pays dans lequel un joueur de tennis gagnerait, en une heure, plus que mon salaire annuel. Et maintenant, nous nous posons les questions suivantes: *"Avons-nous tout sous contrôle?"* ou *"Quelque chose nous échappe-t-il?"* Car effectivement, le Conseil municipal, les directions et le Conseil de ville doivent veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus et à ce que l'argent des contribuables soit utilisé à bon escient. J'ai voulu rendre hommage ce soir, à la fin de cette séance, à un aspect que l'on oublie bien souvent. Il s'agit de l'effet positif de l'aide sociale, des prestations que les gens reçoivent. Je connais beaucoup de jeunes qui sont arrivés, grâce aux prestations reçues, aux portes des universités. Ils ont sorti leur famille de la pauvreté. Beaucoup de jeunes ont pu terminer leurs apprentissages. Grâce à cette solidarité, de nombreux jeunes et enfants ont pu bénéficier des soins médicaux nécessaires. Ils n'ont pas succombé à certaines dépendances. Beaucoup de familles ont pu vivre dans ce pays si riche et si prospère, un peu comme les autres.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Wenn ich es richtig verstanden habe, wurde nur eine Frage gestellt, nämlich wie der Sozialdienst sicherstellt, dass die Wohnungsvermietenden ihre Mieten nicht an die festgelegten Pauschalsätze anpassen. Es ist grundsätzlich eine technische Frage, ob der Mietzins für eine

Wohnung in einem angemessenen Verhältnis zum Angebot steht. Für die Beurteilung darüber, was eine Wohnung bietet, sind verschiedene Faktoren wichtig. Die Fläche spielt eine Rolle, aber auch die Ausstattung, die Isolation usw.. Ein ganzes Bündel von Fragen muss geprüft werden, um den Wert einer Wohnung beurteilen zu können. Der aktuelle Personalbestand der Abteilung Soziales verfügt über keine Personen, die dafür ausgebildet sind, solch komplexe Fragen zu beantworten. Es ist das Ziel des Gemeinderats, in Zusammenarbeit mit dem Kanton eine Mietfachstelle zu schaffen, die genau solchen Fragen nachgehen kann. Dafür braucht es Spezialisten, zum Beispiel einen Architekten/eine Architektin. Ergänzend und um allfälligen Missverständnissen entgegenzutreten kann gesagt werden, dass längst nicht alle Sozialhilfebeziehenden bereits bei Mietbeginn Sozialhilfe bezogen haben. Sehr viele Betroffene haben eine Wohnung und kommen plötzlich in eine Situation, in der sie Sozialhilfe benötigen. Ihr Mietvertrag läuft aber weiter. Für einen Vermieter ist es nicht möglich, die Mieten so festzulegen, dass sie auch für Sozialhilfebeziehende stimmen. Es gibt relativ wenig Sozialhilfebeziehende, die eine neue Wohnung beziehen und deren VermieterIn von Anfang an weiss, dass sie Sozialhilfe beziehen und dass das Sozialamt eine obere Limite für die Miete festlegt. Diesen Fall gibt es, aber es ist eine Minderheit.

Freuler Fritz, Fraktion Grüne: Ich möchte Herrn Feurer zur in der Interpellation gestellten Frage betreffend Wohnungen für Mehrpersonenhaushalte ergänzen. Ich beziehe mich auf Zahlen aus dem Jahr 2012. 53% der Haushalte mit Sozialhilfebeziehenden sind Einpersonenhaushalte, 23% Zweipersonenhaushalte. Somit sind rund 3/4 der Haushalte mit Sozialhilfebeziehenden von dieser Frage gar nicht betroffen. Ich schätze, dass nur rund 5% der Haushalte eine solche Wohnung beanspruchen.

Pittet Natasha, PRR: Ma collègue et co-interpellante avait posé la question suivante: Pour quelle raison les loyers des grands appartements destinés à des familles nombreuses sont-ils plus élevés à Bienne qu'à Nidau?

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Diese Frage kann ich nicht beantworten. Sie wurde vor meiner Zeit entschieden. Es gab verschiedene Überlegungen. Unter anderem spielt natürlich das Angebot auf dem Wohnungsmarkt eine Rolle. Wie der in der Beantwortung angegebene Betrag genau zustande kommt, kann ich aber nicht sagen. Herr Freuler sagte aber sicher richtig, dass nur wenige Sozialhilfebeziehende in einem Mehrpersonenhaushalt und in einer entsprechend grossen Wohnung leben. Zudem wird der Aspekt der Mietzinslimiten momentan regional überprüft. Ich hoffe, dass sie regional harmonisiert werden können. Dazu kann ich aber noch nichts Näheres sagen, es ist noch zu früh.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Nous arrivons ainsi au terme de notre ordre du jour et vous remercie de votre engagement et vous souhaite une bonne fin de soirée.

222. Nouvelles interventions

20140323	Dringliche Motion Adrian Dillier, Fraktion SVP/Die Eidgenossen	SRB
	Einsetzen einer PUK zur Aufklärung der Vorgänge im Zusammenhang mit der Affäre Reusser / Direktion DSS Mise sur pied d'une CEP chargée de clarifier les faits liés à l'affaire Reusser, direction ASS	GR
20140324	Motion urgente Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste	PRA
	Le Service de l'intégration doit changer de direction ! Zuteilung der Fachstelle Integration an eine andere Direktion!	DSS BKS
20140325	Dringliche Motion Ruth Tennenbaum, Passerelle	DSS
	Für eine zeitgemässe Organisation der Sozialbehörde Pour une organisation moderne de l'Autorité sociale	STK
20140326	Dringliches Postulat Peter Bohnenblust, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU	DSS
	Experte Büschi – wie weiter in der Sozialabteilung? Expert Büschi – quelle suite à donner au Département des affaires sociales ?	
20140327	Dringliches Postulat Dana Augsburg-Brom, Fraktion SP	PRA
	Ziel und Zeitlimit für die gemeinderätliche Delegation Soziales Objectif et limite de temps pour la Délégation du Conseil municipal chargée des affaires sociales	DSS
20140328	Dringliches Postulat Cécile Wendling, FDP	PRA
	„Kiss & Ride“ Südseite Bahnhof Place «dépose-minute» sur le côté sud de la gare	BEU
20140329	Postulat urgent Pablo Donzé, Groupe Les Verts	PRA
	Publication intégrale du rapport d'enquête Integrale Publikation des Untersuchungsberichtes	DSS
20140330	Dringliches Postulat Salome Strobel, Fraktion SP	DSS
	Verkehrsschulungsanlage Centre d'éducation routière	PRA
20140331	Postulat urgent Pascal Bord, Groupe UDC/Les Confédérés	DSS
	Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent contribuer davantage au bien de la communauté Die Sozialhilfebezüger müssen vermehrt zum Allgemeinwohl beitragen.	

20140332	Dringliche Interpellation Dana Augsburg-Brom, Fraktion SP	DSS
	Konsequenzen aufgrund nicht beantragter Stellen beim Kanton Conséquence des postes non demandés au Canton	FID
20140333	Dringliche Interpellation Dana Augsburg-Brom, Fraktion SP	PRA
	Personelle Massnahmen und Kostenfrage Mesures en matière de personnel et question de coût	DSS
20140334	Dringliche Interpellation Peter Bohnenblust, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU	PRA
	Bericht Hubacher: Mehr Einsicht! Parteipolitik durch den Gemeinderat? Rapport Hubacher: consultation plus vaste ! Politique partisane du Conseil municipal ?	DSS
20140335	Überparteiliche Motion Sandra Schneider, SVP und Reto Gugger, BDP	DSS
	Ein positives Signal für das städtische Gewerbe setzen: Erste halbe Stunde gratis parkieren Donner un signal positif pour les commerçants à Bienne: première demi-heure de stationnement gratuite	FID
20140336	Postulat Pablo Donzé, Groupe Les Verts	PRA
	Attractivité de la Ville comme employeur Attraktivität der Stadt Biel als Arbeitgeberin	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.35 heures /Uhr

Le président du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:

Daniel Suter

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Simone Bonjour

Claire-Lise Kirchhof